



ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2013

**Bilan, perspectives et rétrospective
des dix dernières années**

AVANT-PROPOS

Le document *Activité bioalimentaire au Québec en 2013 – Bilan, perspectives et rétrospective des dix dernières années* est une publication économique à laquelle peuvent se référer les acteurs du monde agricole et alimentaire pour apprécier les résultats atteints par l'industrie bioalimentaire québécoise au cours de la dernière année. Les constats qu'il contient sont mis en contexte par rapport à la conjoncture économique et agricole du monde et du Canada.

Chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, la distribution et la restauration, y sont présentés selon différents indicateurs de production (recettes monétaires, livraisons manufacturières, etc.) de même que selon l'état des principaux facteurs qui sous-tendent leur évolution, comme la demande intérieure, la dynamique des échanges internationaux et l'investissement.

Cette année, en plus de l'évolution observée en 2013, le bilan présente une rétrospective des principaux changements qui ont caractérisé le secteur bioalimentaire québécois au cours des dix dernières années. Ce regard porte sur les variables habituelles, auxquelles s'ajoute une analyse de l'évolution des prix. Ces nouveaux constats viennent enrichir la compréhension des conditions de développement de l'industrie bioalimentaire québécoise.

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE EN 2013	7
CHAPITRE 1 - CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE EN 2013	9
1.1 APERÇU DES ÉCONOMIES MONDIALES	10
1.2 SITUATION MONDIALE AGRICOLE EN 2013	13
1.3 POLITIQUES ET ACCORDS COMMERCIAUX	15
CHAPITRE 2 - ÉVOLUTION DE LA DEMANDE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE	19
2.1 DEMANDE ALIMENTAIRE	20
2.1.1 Évaluation de la demande alimentaire	20
2.1.2 Évolution des composantes de la demande alimentaire entre 2004 et 2013	23
2.2 PRIX DES ALIMENTS	26
2.3 LES ÉCHANGES COMMERCIAUX : UNE BALANCE COMMERCIALE POSITIVE	29
2.3.1 Exportations bioalimentaires internationales	29
2.3.2 Importations bioalimentaires internationales	32
2.3.3 Balance commerciale internationale	33
CHAPITRE 3 - ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION	35
3.1 BILAN DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE	36
3.2 PÊCHES ET AQUACULTURE	40
3.2.1 Pêches maritimes	40
3.2.2 Pêche d'eau douce et aquaculture	42
3.2.3 Transformation	42
3.3 BILAN DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	43
CHAPITRE 4 - RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE	51
4.1 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DU BIOALIMENTAIRE	52
4.2 INVESTISSEMENTS BIOALIMENTAIRES	56
4.3 EMPLOI	58
ANNEXES	63

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	Taux de variation réel du produit intérieur brut (%)	10
FIGURE 2	Taux de variation réel du produit intérieur brut (%)	11
FIGURE 3	Indice de prix mondial des denrées alimentaires	13
FIGURE 4	Répartition de la demande alimentaire québécoise en 2013	20
FIGURE 5	Taux de croissance des ventes d'aliments selon les types de magasins au Canada, de 2005 à 2013	24
FIGURE 6	Part des magasins d'alimentation et des magasins de marchandises diverse dans les ventes d'aliments au Canada, de 2004 à 2013	25
FIGURE 7	Part des établissements de restauration à service restreint dans les ventes de la restauration commerciale au Canada, en Ontario et au Québec, de 2004 à 2013	25
FIGURE 8	Indices de prix des aliments au Québec, de 2004 à 2013	26
FIGURE 9	Répartition des exportations bioalimentaires du Québec par groupe de produits en 2013	29
FIGURE 10	Part des États-Unis, du Japon et des autres pays dans la destination des exportations bioalimentaires du Québec, de 2004 à 2013	32
FIGURE 11	Recettes monétaires agricoles au Québec, de 2004 à 2013	37
FIGURE 12	Indices de prix des produits agricoles et des intrants agricoles au Québec	38
FIGURE 13	Recettes monétaires et dépenses agricoles au Québec, de 2004 à 2013	39
FIGURE 14	Revenu agricole net au Québec, de 2004 à 2013	39
FIGURE 15	Livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac par secteur au Québec en 2013	43
FIGURE 16	Évolution de la croissance de la valeur des livraisons de la transformation des aliments et des boissons, Québec, Ontario et Canada, de 2004 à 2013	44
FIGURE 17	Évolution des parts dans le marché canadien de la fabrication des aliments et des boissons, Québec, Ontario et reste du Canada, de 2004 à 2013	46
FIGURE 18	Évolution du PIB bioalimentaire du Québec et du Canada, de 2004 à 2013	52
FIGURE 19	Évolution du PIB agricole du Québec et du Canada, de 2004 à 2013	53
FIGURE 20	Évolution du PIB de la transformation au Québec et au Canada, de 2004 à 2013	54
FIGURE 21	Évolution du PIB du secteur tertiaire bioalimentaire Québec et du Canada, de 2004 à 2013	54
FIGURE 22	Dépenses en immobilisations bioalimentaires au Québec par secteur, de 2007 à 2013	56
FIGURE 23	Évolution de l'emploi bioalimentaire au Québec, de 2004 à 2013	58

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1	Ventes d'aliments et de boissons dans le commerce de détail au Québec selon les types de magasins, 2012 et 2013	21
TABLEAU 2	Recettes de la restauration commerciale au Québec, 2012 et 2013	21
TABLEAU 3	Recettes des services de restauration et des débits de boissons en Ontario et au Canada, 2012 et 2013	22
TABLEAU 4	Ventes d'aliments et de boissons dans le commerce de détail au Canada selon les types de magasins, 2012 et 2013	23
TABLEAU 5	Croissance des prix à la consommation des aliments au Québec, de 2004 à 2013	27
TABLEAU 6	Exportations bioalimentaires au Québec, en Ontario et dans les autres provinces canadiennes, de 2004 à 2013	30
TABLEAU 7	Croissance des exportations des principaux produits bioalimentaires québécois entre les moyennes des années 2004- 2006 et 2011- 2013	31
TABLEAU 8	Exportations, importations et balance commerciale bioalimentaires du Québec avec l'ensemble des pays, de 2004 à 2013	33
TABLEAU 9	Valeurs des débarquements des espèces marines au Québec, 2004 à 2013	40
TABLEAU 10	Volume des débarquements des espèces marines au Québec, 2004 à 2013	41
TABLEAU 11	Prix des crustacés, 2004 à 2013	41
TABLEAU 12	Valeur des expéditions des usines de transformation en régions maritimes, 2004 à 2013	42
TABLEAU 13	Valeurs des livraisons des différents secteurs de la transformation bioalimentaire québécoise, 2004, 2012 et 2013	45
TABLEAU 14	Structure industrielle de la transformation bioalimentaire du Québec, moyennes de 2004 à 2006 et de 2011 à 2013	47
TABLEAU 15	Taux de croissance annuel moyen pondéré des prix et des livraisons, Québec et Canada, de 2004 à 2013	48
TABLEAU 16	Évolution des investissements par secteur de l'industrie agroalimentaire, Québec et Canada, de 2004 à 2013	57
TABLEAU 17	Évolution du nombre d'emplois dans les secteurs bioalimentaires au Québec, de 2004 à 2013	59
TABLEAU 18	Principaux indicateurs de l'activité économique de l'industrie bioalimentaire du Québec, 2012 et 2013	64
TABLEAU 19	Recettes, dépenses et revenus nets agricoles au Québec, en Ontario et au Canada, de 2011 à 2013	66
TABLEAU 20	Valeur des livraisons manufacturières de l'industrie des aliments, des boissons et du tabac au Québec, 2012 et 2013	67
TABLEAU 21	Exportations bioalimentaires internationales du Québec par groupe de produits, 2012 et 2013	68
TABLEAU 22	Importations bioalimentaires internationales du Québec par groupe de produits, 2012 et 2013	69

FAITS SAILLANTS

DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE EN 2013

En 2013, malgré un ralentissement économique mondial qui affecte la croissance de certains indicateurs, l'industrie bioalimentaire québécoise garde son dynamisme, comme en témoignent l'accroissement des investissements et la balance commerciale positive.

Voici quelques faits saillants de l'activité de l'industrie bioalimentaire québécoise en 2013 par rapport à 2012¹ :

- Le produit intérieur brut (PIB) est estimé à 22 G\$*, ce qui représente une baisse de 1 %.
- La demande alimentaire intérieure augmente pour s'établir à 37,8 G\$², une hausse de 1,6 %, sous l'effet de l'augmentation des prix et de la population.
- Les ventes des magasins d'alimentation diminuent de 1,1 %, notamment à cause de la concurrence accrue des magasins de marchandises diverses dans les ventes d'aliments.
- Les livraisons manufacturières de l'industrie de la transformation bioalimentaire sont estimées à 22,7 G\$, ayant connu une baisse de 1,3 %.
 - La structure industrielle s'est diversifiée au cours des 10 dernières années, la place occupée par la fabrication de produits laitiers, de produits de viande, de boissons et de produits du tabac étant passée de 62 % à 57 %.
 - La part du Québec dans les livraisons canadiennes est passée de 23 % en 2004 à 24 % en 2013.
- Les recettes monétaires agricoles totales diminuent pour se situer à 8,2 G\$, ce qui équivaut à une baisse de 2 %.
- Le revenu agricole net total diminue de 4 % pour s'établir à 1,25 G\$.
- La valeur des débarquements des espèces marines poursuit la croissance amorcée en 2010 avec une hausse de 2,5 % pour atteindre 166 M\$.
- L'industrie bioalimentaire québécoise emploie 470 083 personnes, ce qui est 1 % de moins qu'en 2012.
- Les investissements s'accroissent de près de 4 % pour s'établir à 2,6 G\$, après la forte progression de 16 % observée en 2012.
- Les exportations bioalimentaires sont évaluées à 6,0 G\$ contre 5,6 G\$ pour les importations. La balance commerciale bioalimentaire du Québec est positive pour une seconde année et se situe à près de 350 M\$. Elle est l'une des plus élevées de la dernière décennie, bien qu'elle soit moindre que le sommet de 771 M\$ atteint l'an passé.

* Dans ce document, G\$ signifie « milliards de dollars » et M\$ « millions de dollars ».

¹ Données qui font l'objet de mises à jour périodiques au cours de l'année, ce qui explique les différences par rapport aux données du bilan de 2012.

² Cette donnée a fait l'objet d'une révision méthodologique pour son calcul par rapport aux années antérieures.



CHAPITRE 1

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE EN 2013

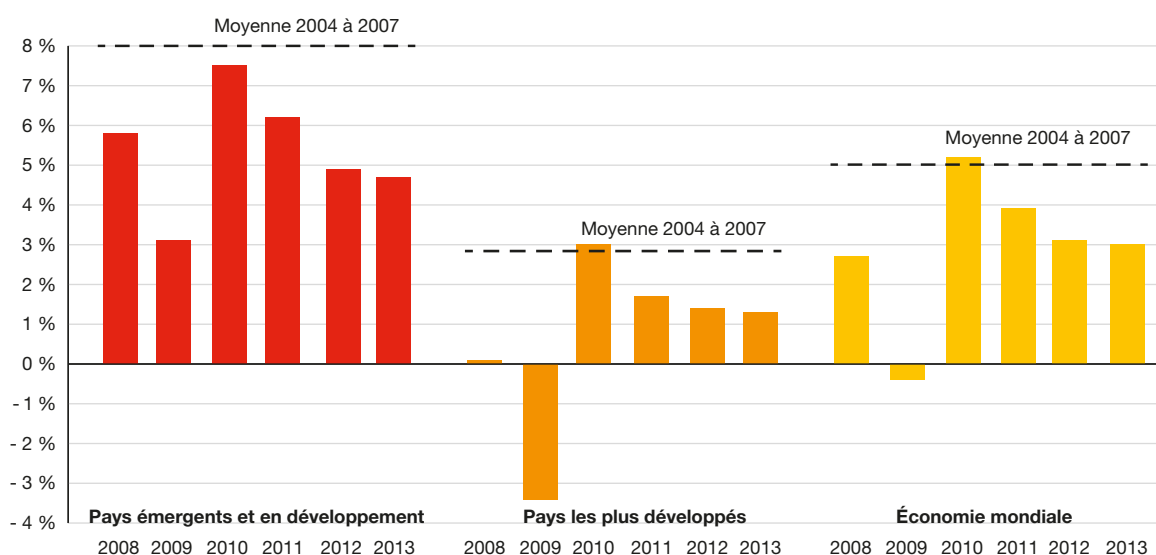
1.1 APERÇU DES ÉCONOMIES MONDIALES

Le ralentissement économique mondial s'est poursuivi pour une troisième année en 2013. Après une performance de 5,2 % en 2010, la croissance économique mondiale s'est chiffrée à 3,9 % en 2011, à 3,1 % en 2012 et à 3,0 % en 2013.

Après la récession de 2008-2009 et le rebond qui est survenu en 2010, l'économie mondiale progresse au ralenti. Depuis 2011, elle affiche un taux de croissance qui se situe en deçà de ceux observés avant la crise financière de 2008-2009, aussi bien dans les économies les plus développées que dans les économies émergentes.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies les plus développées ont affiché une croissance de 1,3 % en 2013, comparativement à 1,7 % et à 1,4 % respectivement en 2011 et en 2012. Principaux moteurs de la croissance mondiale au cours des dernières années, les pays émergents et en développement ont, pour leur part, connu une croissance de 4,7 % en 2013, comparativement à 4,9 % en 2012 et à 6,2 % en 2011.

FIGURE 1 TAUX DE VARIATION RÉEL DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Source : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2013 et mise à jour de janvier 2014.

Plusieurs facteurs ont entravé la reprise dans les principales économies développées, à commencer par les États-Unis

Du côté des principales économies développées, plusieurs facteurs ont entravé la vigueur de la reprise au cours des récentes années. Aux États-Unis, l'assainissement du bilan financier des ménages et le chômage élevé ont restreint la relance de la consommation. De plus, les impasses périodiques entre la Maison-Blanche et le Congrès concernant les mesures de redressement budgétaire et le relèvement du plafond de la dette fédérale ont nui à la croissance. Outre leur effet néfaste sur la confiance des investisseurs, elles ont mené au déclenchement de mesures automatiques de compressions budgétaires qui, en 2013, ont constitué un frein supplémentaire à la reprise américaine. Après une progression de 2,8 % en 2012, l'économie américaine enregistrait ainsi une croissance plus modeste de 1,9 % en 2013.

La zone euro émerge peu à peu de la tourmente

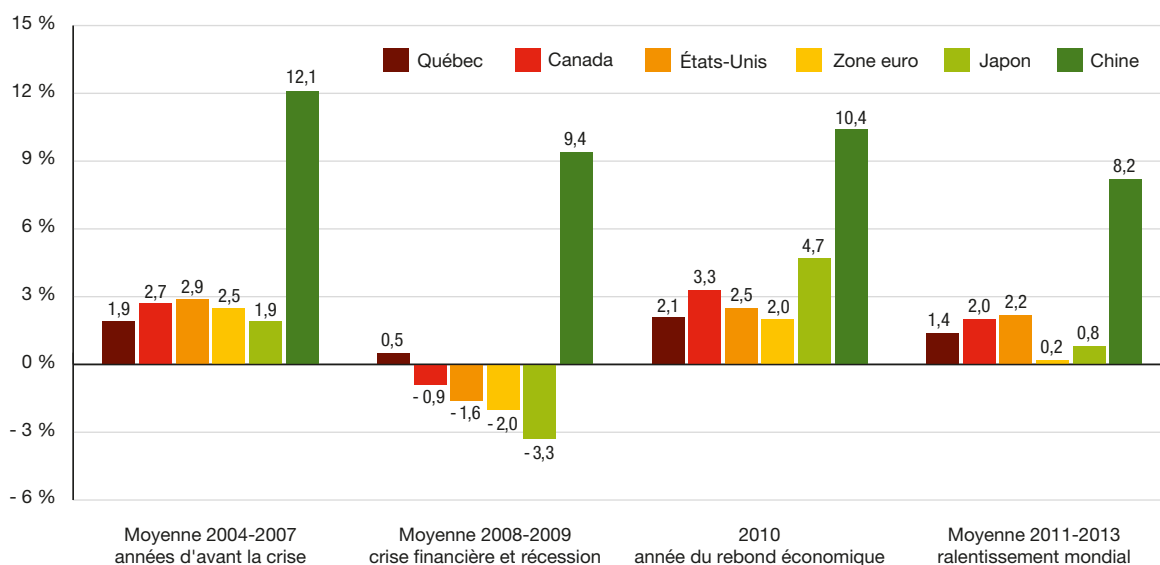
Depuis le milieu de 2013, la zone euro émerge graduellement de la récession dans laquelle l'a plongée la crise de la dette souveraine de plusieurs de ses pays membres. Dès 2010, le déclenchement de cette crise a soulevé des craintes importantes à l'égard de la solvabilité des pays concernés, ainsi que de la stabilité des systèmes financier et monétaire de la zone euro. Le sauvetage financier des gouvernements impliqués a pénalisé l'activité économique à court terme en leur imposant d'importantes compressions budgétaires. Dans les pays les plus touchés, les baisses de salaires et les pertes d'emplois ont été particulièrement sévères. Affichant une deuxième récession en 3 ans, l'activité économique de la zone euro a reculé de 0,7 % en 2012 et de 0,4 % en 2013.

Quant à la croissance économique du Japon, elle est restée sous les 2 % pour une deuxième année de suite, après le recul provoqué par le terrible tsunami ayant frappé le pays au début de 2011. Il ne s'agissait, en 2012 et en 2013, que des deuxième et troisième années d'expansion au cours des six dernières. Nouvellement élu, le premier ministre Abe a d'ailleurs piloté une importante politique de relance à la fin de 2012, qui comporte notamment une intervention musclée de la part des autorités monétaires. Cette politique comprend aussi des mesures fiscales expansionnistes à court terme, ainsi qu'un plan de redressement budgétaire à plus long terme.

Un ralentissement a rattrapé les économies émergentes

Les économies émergentes sont touchées par les années de ralentissement de leurs marchés d'exportation dans les économies développées, même si elles servent encore de locomotives à la croissance mondiale. Selon le FMI, le taux de croissance des exportations des pays émergents et en développement est passé de 14 % en 2010 à 3 % en 2013. L'économie chinoise progresse désormais à un rythme annuel avoisinant les 8 %, comparativement à des taux de l'ordre de 10 % ou plus au cours des années 2000.

FIGURE 2 TAUX DE VARIATION RÉEL DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Sources : Statistique Canada, Bureau of Economic Analysis, Eurostat, Organisation de coopération et de développement économiques, Fonds monétaire international, Desjardins et compilation du MAPAQ.

La tiédeur des marchés extérieurs a aussi ralenti l'économie canadienne

Si l'économie canadienne a été moins affectée que d'autres par la crise financière de 2008-2009, elle a été néanmoins rattrapée par le ralentissement mondial. Tant en 2012 qu'en 2013, elle a connu une croissance annuelle de l'ordre de 1,8 %, comparativement à 2,4 % en 2011 et à 3,3 % en 2010. Fortement dépendante de ses exportations, elle subit les conséquences du ralentissement observé ces dernières années aux États-Unis, son principal marché extérieur. Le ralentissement dans les économies émergentes a également pénalisé les exportations canadiennes, en freinant la demande mondiale pour les ressources naturelles. À cet égard, l'ampleur du déficit commercial a vraisemblablement contribué à la baisse du dollar canadien au cours des derniers mois de 2013. Dans l'ensemble, le Canada a par ailleurs vu le nombre d'emplois s'accroître de 224 000 en 2013, ce qui représente une hausse de 1,3 %.

Au Québec, l'emploi a progressé davantage qu'en 2012

Le ralentissement s'est également poursuivi en 2013 au Québec. La croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2013 est estimée à 1,1 %, comparativement à 1,5 % en 2012. Comme cela a été le cas au cours des récentes années, ce résultat est comparable avec celui observé dans l'ensemble des économies développées. Néanmoins, en 2013, 48 000 emplois de plus qu'en 2012 ont été observés au Québec, soit une hausse de 1,2 %. Il s'agit d'une augmentation plus importante que celle de 31 000 emplois enregistrée en 2012.

Une éclaircie est envisagée pour 2014

À la fin de 2013, des signes précurseurs permettaient d'envisager la conjoncture mondiale avec un certain optimisme pour 2014. Les États-Unis ont désormais récupéré les trois quarts des 8 millions d'emplois qu'ils avaient perdus lors de la récession, la valeur du patrimoine immobilier des ménages y poursuit son redressement et les investissements privés y ont affiché une relance encourageante au milieu de 2013. De plus, en vertu d'une entente bipartisane conclue en décembre 2013, l'impact des restrictions budgétaires gouvernementales sur la croissance américaine devrait être moindre en 2014. D'autre part, même si les menaces ne sont pas toutes dissipées, les marchés financiers ont repris confiance petit à petit dans la zone euro. La Commission européenne s'attend d'ailleurs à un retour à une croissance économique, bien que modeste, en 2014. Plus près de nous, le repli du dollar canadien devrait favoriser les exportations canadiennes, y compris celles des produits transformés issus des régions centrales et du Québec.

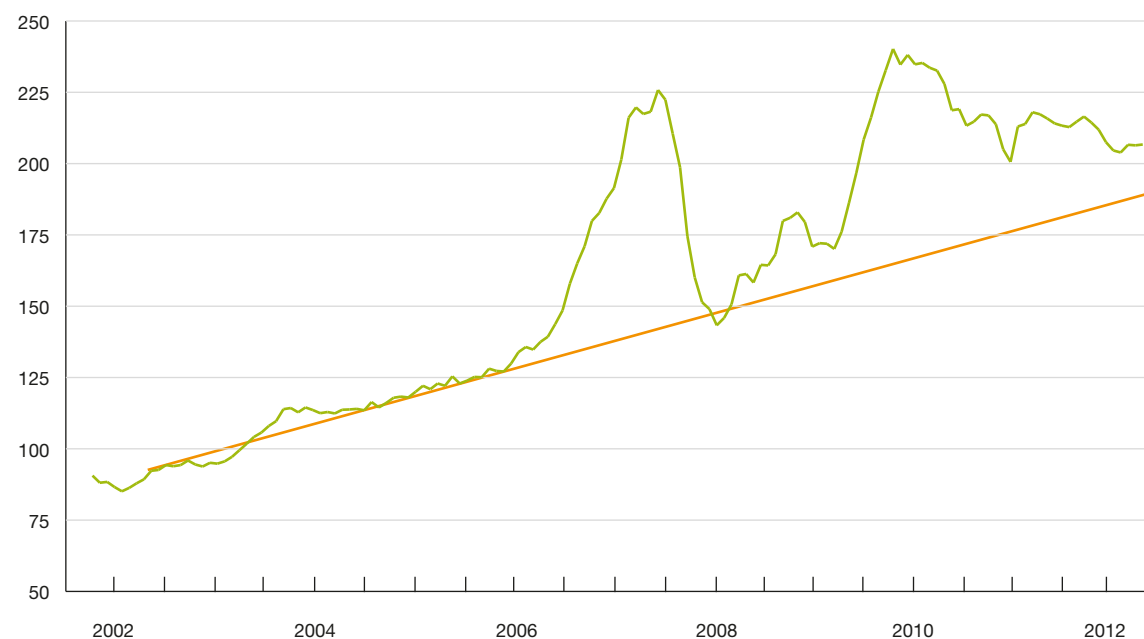
1.2 SITUATION MONDIALE AGRICOLE EN 2013

Les prix mondiaux des denrées de base agricoles ont légèrement diminué en 2013

Les prix mondiaux des denrées de base ont enregistré une légère diminution en 2013. Sur une base annuelle, l'indice de prix mondial moyen des denrées agricoles³, mesuré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a diminué de 2 % en 2013. Il s'agit toutefois d'une baisse moins importante que celle de 7 % observée en 2012. En fait, les prix mondiaux des denrées agricoles n'ont affiché qu'un modeste recul depuis leur sommet historique de 2011.

Au cours des dix dernières années, les prix des denrées de base ont présenté une nette tendance à la hausse. Celle-ci est attribuable à plusieurs facteurs dont l'expansion de la demande alimentaire dans les pays émergents, l'utilisation de cultures alimentaires pour produire des biocarburants, la croissance du prix de l'énergie et la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises.

FIGURE 3 INDICE DE PRIX MONDIAL DES DENRÉES ALIMENTAIRES (INDICE 2002-2004 : 100)



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et compilation du MAPAQ.

Un repli du prix des céréales a été observé à partir du milieu de 2013

En plus des facteurs énumérés ci-dessus, différents chocs ponctuels ont contribué à l'atteinte des sommets de prix des récentes années. Dans le cas des céréales, plus particulièrement le maïs, l'année 2013 a été amorcée dans la foulée du sommet historique attribuable à la sécheresse américaine de 2012. À compter du milieu de 2013, les prix ont ensuite graduellement diminué pour atteindre leur plus faible niveau en trois ans, alors qu'il apparaissait de plus en plus probable que la récolte américaine de maïs allait afficher son meilleur rendement des récentes années. Quant au soya, la croissance de la demande des principaux pays importateurs, dont la Chine, a vraisemblablement contribué à atténuer le recul du prix de cette denrée au cours des derniers mois de 2013.

³ L'indice de la FAO est établi à partir d'un panier composé des denrées de base suivantes : céréales, viande, produits laitiers, sucre, huiles et matières grasses.

Le relèvement du prix des viandes, plus récent, s'est poursuivi en 2013

Après un relèvement structurel du prix des céréales durant la deuxième moitié des années 2000, le prix des viandes rouges affiche un relèvement à son tour depuis le tournant des années 2010. Tandis que le coût de l'alimentation se maintenait à des sommets, la production mondiale de viandes rouges a progressé d'un peu plus de 1 % en 2 ans, soit entre 2010 et 2012. Cette période a été notamment marquée par la réduction des troupeaux des éleveurs nord-américains de bovins ainsi que par des pertes causées par la maladie parmi les élevages porcins de Chine et de Corée du Sud.

Représentatifs de la situation mondiale, les prix de référence nord-américains du bœuf et du porc ont connu une hausse en 2013. Cette augmentation est survenue malgré le ralentissement économique qui s'est poursuivi ainsi que la hausse, d'un peu moins de 2 %, de la production mondiale de viandes rouges en 2013. D'une part, la production de viande bovine a, sauf exception, diminué dans les principaux pays producteurs parmi les économies les plus développées. D'autre part, la vigueur de la demande aux États-Unis et la diversification des destinations d'exportations ont compensé la baisse de la demande de porc américain sur certains marchés outre-mer, attribuable à la fermeture des frontières russes à la viande non certifiée exempte de ractopamine et à la dépréciation du yen japonais.

Le prix mondial du sucre a connu une deuxième baisse consécutive en 2013

Dans le cas du sucre, qui est l'un des produits les plus importés au Québec, les prix de référence mondiaux ont de nouveau reculé en 2013. Ces prix se sont en fait repliés de plus de 30 % depuis leur sommet historique de 2011, provoqué par de mauvaises récoltes successives dans d'importants pays producteurs tels que l'Inde et le Brésil. Le recul de la production de canne à sucre en 2011 au Brésil a d'ailleurs entraîné, momentanément, le recours par ce pays à des importations d'éthanol américain à base de maïs, et ce, au moment où le prix de cette denrée connaissait également un sommet. En effet, une partie de la production brésilienne de sucre est destinée à la fabrication de biocarburants.

En 2013, la production mondiale de sucre a été suffisante pour répondre à la demande, de sorte que les stocks devraient se maintenir à leur niveau de 2012. Les excédents de production réalisés depuis 2012 ont permis le relèvement des stocks mondiaux de sucre jusqu'à ce qu'ils étaient avant les années de mauvaises récoltes, survenues à compter de 2008. Ces conditions ont été propices à la poursuite de la détente des prix en 2013. De plus, l'appréciation du dollar américain par rapport à la devise du Brésil, le principal pays exportateur, a contribué à réduire les prix de référence du sucre exprimés en dollars.

Les perspectives de marché pour 2014 font état d'une récolte mondiale qui, à moins d'un imprévu climatique, devrait de nouveau répondre à la demande. Ce contexte, jumelé à la vigueur appréhendée du dollar américain, limiterait les risques de hausse de prix en 2014. Certains analystes entrevoient par ailleurs la possibilité que les prix des deux dernières années entraînent, durant la deuxième moitié de 2014, une réduction des superficies consacrées à la canne à sucre dans certains pays producteurs.

1.3 POLITIQUES ET ACCORDS COMMERCIAUX

Les accords commerciaux établissent un cadre et des règles en matière de commerce des produits agricoles et alimentaires. À cet égard, voici un aperçu des faits saillants 2013-2014.

1. CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE

Le 18 octobre 2013, le premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, et le président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, annonçaient la conclusion d'une entente de principe concernant l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Les parties travaillent maintenant à finaliser les derniers aspects techniques et juridiques, de façon à conclure officiellement cet accord.

L'entente prévoit, dès l'entrée en vigueur de l'Accord, l'élimination de 93,6 % des tarifs douaniers agricoles et, après 7 ans, de 95,0 % de ceux-ci. Pour le secteur porcin, l'Union européenne a consenti un accès à son marché de 81 011 tonnes sans tarif. Le sirop d'érable et les petits fruits (canneberges, bleuets et sous-produits) verront également leurs tarifs éliminés. Cette élimination des tarifs s'effectuera dès l'entrée en vigueur de l'Accord. Dans le secteur des pêches, 96 % des tarifs des produits de la mer seront éliminés dès l'entrée en vigueur de l'Accord et ils le seront tous après 7 ans.

Le principal enjeu découlant de cette entente de principe pour le secteur bioalimentaire québécois est l'accès supplémentaire qui sera accordé au marché canadien pour les fromages européens. L'entente prévoit que cet accès supplémentaire (ou contingent d'importation) sera de 17 700 tonnes, dont 1 700 tonnes pour le fromage « à usage industriel ».

La conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Corée du Sud a également été annoncée le 11 mars 2014. L'accord prévoit l'élimination des droits de douane agricoles et agroalimentaires appliqués par la Corée du Sud pour 86,8 % de ses lignes tarifaires. À terme, cet accès permettra aux exportateurs de produits agricoles québécois, notamment dans le secteur de la viande de porc, de bénéficier de conditions égales à leurs principaux concurrents tels les États-Unis et l'Union européenne, qui ont déjà conclu un accord avec la Corée du Sud. L'accord entre le Canada et la Corée du Sud n'aura pas de répercussions sur le système de gestion de l'offre en place au Canada dans les secteurs de la volaille, des œufs et du lait.

RENCONTRE MINISTÉRIELLE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) : LE « PAQUET DE BALI »

Le 7 décembre 2013, les 159 ministres du Commerce, membres de l'Organisation mondiale du commerce, sont parvenus à une entente sur une série de questions du Programme de Doha pour le développement (PDD) (appelée « paquet de Bali »).

L'entente porte notamment sur un ensemble de questions destinées à simplifier le commerce (réduction de la bureaucratie aux frontières), à offrir aux pays en développement un plus grand nombre d'options pour assurer la sécurité alimentaire (dans le cadre du Mécanisme de règlement des différends de l'OMC, absence de contestation du soutien accordé aux cultures vivrières essentielles traditionnelles, en vertu des programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire en cas de dépassement de l'engagement), à stimuler les échanges pour les pays les moins avancés (exemption accrue des droits de douane pour les produits en provenance de ces pays) et, plus généralement, à favoriser le développement.

Le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a indiqué que cette entente constituait un pas important vers la réalisation du PDD et qu'une feuille de route sera établie au cours des douze prochains mois pour la conclusion de celui-ci.

2. NÉGOCIATIONS EN COURS

Le gouvernement canadien poursuit toujours ses négociations avec les pays membres du Partenariat transpacifique⁴, de même que le Japon, l'Inde, le Marché commun des Caraïbes (CARICOM), le Maroc, la République dominicaine, le Costa Rica (modernisation de l'accord) et les membres de l'Organisation mondiale du commerce.

De plus, au cours de l'année 2013-2014, de nouvelles négociations ont été lancées par le gouvernement canadien avec Israël en vue de moderniser l'accord en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1997 et d'en élargir la portée.

3. LITIGES

COMMERCIALISATION ET PRODUCTION DE SUCCÉDANÉS ET DE MÉLANGES DE SUCCÉDANÉS AVEC DES PRODUITS LAITIERS

La Saskatchewan conteste certaines mesures de la Loi sur les produits alimentaires et du Règlement sur les aliments du Québec, qui contiennent des restrictions concernant la fabrication et la vente de succédanés et de mélanges de produits laitiers au Québec ainsi qu'une disposition visant l'étiquetage pour la désignation d'un succédané de produit laitier.

Le 17 juin 2013, la Saskatchewan a officiellement amorcé les procédures de règlement des différends prévues au chapitre 17 de l'Accord de commerce intérieur (ACI). Les audiences du groupe spécial ont été tenues le 8 janvier 2014 à Québec. La Colombie-Britannique, l'Alberta et le Manitoba, qui avaient exprimé leur intérêt pour ce litige, ont également présenté leurs observations à titre d'intervenants aux procédures lors de ces audiences.

Il est à noter que le gouvernement du Québec avait déjà fait savoir qu'à la suite d'un examen de sa législation et en raison de l'évolution du marché des produits agroalimentaires, il allait procéder à une modification législative visant à lever les interdictions relatives aux succédanés et de mélanges de succédanés avec des produits laitiers. Le projet de loi n° 56, intitulé « Loi modifiant la Loi sur les produits alimentaires », a été déposé devant l'Assemblée nationale le 19 septembre 2013, mais n'a pu être adopté. Concernant les mesures relatives à l'étiquetage, le gouvernement du Québec a fait valoir, notamment, qu'elles ont pour objectif de protéger le consommateur et qu'elles sont conformes aux normes internationales du *Codex Alimentarius*.

Le groupe spécial a déposé son rapport aux Parties le 31 mars 2014 dans lequel il conclut que les mesures concernant les interdictions relatives aux succédanés et aux mélanges de succédanés avec des produits laitiers ainsi que les règles d'étiquetage ne sont pas conformes à l'ACI. Le 28 avril 2014, le Québec a signifié, au Secrétariat du commerce intérieur et aux Parties concernées, son intention de faire appel du rapport du groupe spécial.

PRODUITS DÉRIVÉS DU PHOQUE

Depuis le 20 août 2010, l'Union européenne impose des mesures interdisant l'importation et la commercialisation des produits dérivés du phoque. Selon ces mesures, les produits dérivés du phoque ne peuvent être mis sur le marché de l'Union européenne que s'ils sont accompagnés d'une attestation d'un organisme reconnu confirmant qu'ils sont autorisés en tant que :

1. produits dérivés du phoque provenant de formes de chasse traditionnellement pratiquées par les communautés inuites et d'autres communautés indigènes à des fins de subsistance
ou
2. produits dérivés du phoque provenant de formes de chasse pratiquées dans le seul objectif d'assurer une gestion durable des ressources marines et dans un but non lucratif. De petites quantités de ces produits dérivés peuvent également être importées pour l'usage personnel des voyageurs.

⁴ Les douze pays qui participent à cette négociation sont : l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

À la demande du Canada, l'Organisation mondiale du commerce a mis sur pied un groupe spécial pour le règlement des différends. D'après la décision de ce groupe spécial, rendue publique le 25 novembre 2013, l'embargo européen sur les produits du phoque contrevient à ses obligations commerciales internationales, notamment en vertu de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994. Toutefois, le groupe spécial considère qu'un tel embargo peut être justifié par des préoccupations d'ordre moral formulées par le public européen à l'égard de la chasse au phoque.

Le Canada a décidé de faire appel de ce jugement auprès de l'organe d'appel de l'OMC. Il maintient sa position et juge que la chasse au phoque est pratiquée sans cruauté, qu'elle est durable et bien réglementée.

MESURES AMÉRICAINES D'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE

Le 8 mars 2013, le United States Département of Agriculture (USDA) a publié un projet de modifications réglementaires concernant les mesures d'étiquetage obligatoire du pays d'origine (Country of Origin Labeling – COOL).

Cet amendement réglementaire vise, selon le gouvernement américain, à se conformer à la décision de l'organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce, qui avait confirmé la décision du groupe spécial, intervenue en 2011, selon laquelle les mesures du COOL étaient incompatibles avec les obligations commerciales internationales des États-Unis.

Le Canada et le Mexique ont demandé la constitution d'un groupe spécial qui devra déterminer si la modification réglementaire proposée par les États-Unis leur permet effectivement de se conformer à la décision de l'organe d'appel de l'OMC. Cette demande a été acceptée. Le groupe spécial a officiellement été constitué et a entendu la cause les 18 et 19 février 2014. Au moment d'écrire ces lignes, il n'a pas encore rendu sa décision.

Le COOL prévoit des prescriptions d'étiquetage du pays d'origine pour le bœuf, le veau, l'agneau, le porc, le poisson et les fruits de mer, ainsi que les fruits, les légumes et les arachides vendus à de grands magasins au détail. Au Québec, cette mesure a eu des répercussions négatives sur le volume des exportations de bouillons. Dans le secteur porcin, l'effet du COOL est moindre parce que le Québec n'exporte pas de porc vivant et que celui-ci dispose de bonnes capacités d'abattage. La viande porcine exportée par le Québec porte déjà le sceau « Porc Canada ».

4. INITIATIVES CANADA-ÉTATS-UNIS

Les initiatives du Conseil de coopération en matière de réglementation Canada-États-Unis ont pour objectif d'améliorer la transparence et la coordination entre les deux pays en ce qui a trait à la réglementation. Par exemple, à compter du 24 février 2014, le Canada et les États-Unis ont convenu d'uniformiser la terminologie pour les coupes de viandes destinées au commerce de gros. Cela permettra, entre autres, de diminuer les coûts associés au maintien d'inventaires séparés et de faciliter le commerce entre les deux pays.

Les initiatives relatives au plan d'action Par-delà la frontière visent à procurer des avantages aux résidents, aux voyageurs et à l'industrie, tant au Canada qu'aux États-Unis, à l'égard de la sécurité, du commerce, de la simplification des déplacements et de la gestion des urgences. Ce plan d'action comprend une trentaine de mesures regroupées en quatre domaines de coopération : Agir tôt pour éliminer les menaces; Facilitation du commerce; croissance économique et emploi; Application transfrontalière de la loi et Infrastructures essentielles et cybersécurité.



CHAPITRE 2

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

2.1 DEMANDE ALIMENTAIRE

2.1.1 ÉVALUATION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE

À partir de l'année 2013, la valeur estimée de la demande alimentaire a été ajustée pour inclure les ventes de tous les acteurs de l'alimentation, reflétant mieux ainsi la nouvelle réalité du commerce alimentaire de détail et la disponibilité des données relatives aux services alimentaires.

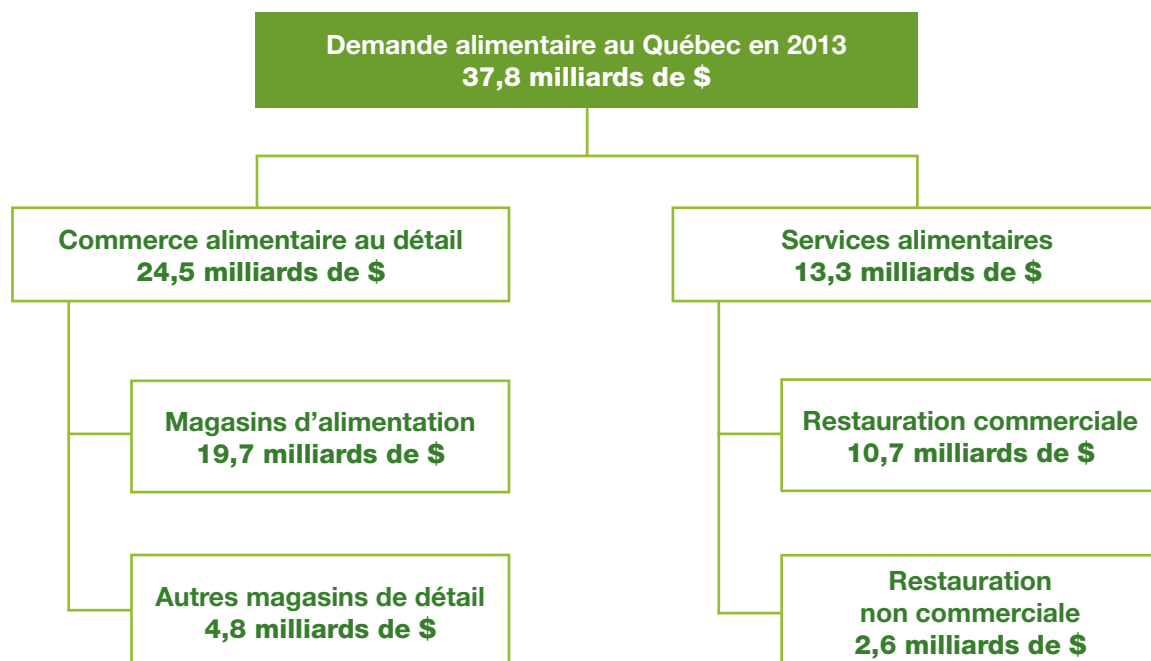
Dans le commerce alimentaire de détail, les dix dernières années ont été marquées par une forte implication des distributeurs de marchandises générales (ex. : Walmart) et des clubs-entrepôts (ex. : Costco) dans la vente des aliments. Désormais, dans le calcul de la demande alimentaire, il faut considérer non seulement les magasins d'alimentation (épiceries, dépanneurs, magasins spécialisés et magasins de bière, de vin et de spiritueux), mais aussi les autres commerces de détail « non traditionnellement alimentaires », notamment les clubs-entrepôts, les grandes surfaces de marchandises diverses (ex. : Walmart), les magasins à rabais (ex. : Dollarama), les pharmacies et les stations-service.

Pour ce qui est de l'autre composante de la demande alimentaire, à savoir les services alimentaires, de nouvelles statistiques permettent d'estimer les recettes de la restauration non commerciale (hôtellerie, réseau institutionnel, etc.) au Québec pour avoir une vue d'ensemble des services alimentaires.

La demande alimentaire québécoise a progressé de 2 %

La demande alimentaire québécoise pour 2013 est estimée à 37,8 G\$, pour une croissance de 1,6 % par rapport à la valeur de 2012, qui s'élevait à 37,2 G\$. Pour l'ensemble du Canada, la demande alimentaire a augmenté de 2,8 % pour atteindre 180,4 G\$.

FIGURE 4 RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE EN 2013



Une hausse de 1,1 % des ventes alimentaires est observée dans le commerce de détail

En 2013, les ventes de produits alimentaires dans l'ensemble du commerce de détail au Québec ont augmenté de 1,1 %, affichant une valeur de 24,5 G\$. Cette croissance s'est essentiellement manifestée dans les magasins non traditionnellement alimentaires avec une hausse de 11,1 %, alors que les ventes de produits alimentaires dans les magasins d'alimentation ont baissé de 1,1 %.

TABLEAU 1 VENTES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2012 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2012	2013 (ESTIMATIONS)	VARIATION 2013/2012
Commerce de détail (alimentaire et autres)	103 648 \$	105 480 \$	1,8 %
Commerce de détail (aliments et boissons)	24 262 \$	24 532 \$	1,1 %
Magasins d'alimentation	19 897 \$	19 682 \$	-1,1 %
Autres magasins	4 366 \$	4 849 \$	11,1 %

Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

Les chiffres d'affaires de la restauration commerciale ont progressé de 2,7 %

Dans le secteur des services alimentaires (hôtellerie, restauration et institutions [HRI]), les recettes ont progressé de 2,5 % en 2013. En ce qui concerne la restauration commerciale, elles s'élèvent à 10,7 G\$, affichant une hausse de 2,7 % par rapport à 2012. Tous les sous-secteurs de la restauration commerciale, à l'exception des débits de boissons, ont contribué à cette croissance, avec une prédominance pour les restaurants à service restreint et les services de restauration spéciaux.

Les recettes des établissements à service restreint, qui se chiffrent à 3,8 G\$, ont connu une progression de 4,6 % par rapport à 2012. En même temps, avec une augmentation de 3,1 %, les services de restauration spéciaux présentent un rendement légèrement moindre, mais nettement supérieur à celui des services de restauration avec service complet, qui s'établit à près de 5,5 G\$ pour une croissance de 2,3 %. Les ventes des débits de boissons ont, quant à elles, reculé de 4,7 % en 2013.

TABLEAU 2 RECETTES DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU QUÉBEC, 2012 ET 2013 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2012	2013	VARIATION 2013/2012
Total, services de restauration et débits de boissons	10 405 241 \$	10 690 273 \$	2,7 %
Restaurants à service complet	5 338 211 \$	5 462 049 \$	2,3 %
Restaurants à service restreint	3 637 411 \$	3 805 940 \$	4,6 %
Services de restauration spéciaux	766 131 \$	789 889 \$	3,1 %
Débits de boissons (alcoolisées)	663 485 \$	632 396 \$	-4,7 %

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0006, et compilation du MAPAQ.

Les recettes de la restauration non commerciale, quant à elles, sont estimées à 2,6 G\$, pour un accroissement de 1,7 % par rapport à l'année précédente.

En comparaison, en Ontario et au Canada, le rendement du secteur de la restauration commerciale est supérieur à celui qu'a connu le Québec en 2013. Dans ces deux cas, l'ensemble du secteur a été mieux soutenu étant donné la meilleure tenue de sa composante de restauration avec service complet. Cette dernière a augmenté ses ventes de 5,3 % au Canada pour une valeur de 23,8 G\$ et de 5,0 % en Ontario pour une valeur de 8,5 G\$.

Rappelons que le secteur de la restauration avec service complet génère 51 % de toutes les recettes de la restauration commerciale au Québec, comparativement à 40 % en Ontario et à 43 % en moyenne au Canada.

TABLEAU 3 RECETTES DES SERVICES DE RESTAURATION ET DES DÉBITS DE BOISSONS EN ONTARIO ET AU CANADA, 2012 ET 2013 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

CANADA

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2012	2013	VARIATION 2013/2012
Total, services de restauration et débits de boissons	52 570 103 \$	54 964 363 \$	4,6 %
Restaurants à service complet	22 631 127 \$	23 838 571 \$	5,3 %
Restaurants à service restreint	23 139 738 \$	24 113 831 \$	4,2 %
Services de restauration spéciaux	4 443 631 \$	4 651 444 \$	4,7 %
Débits de boissons (alcoolisées)	2 355 604 \$	2 360 517 \$	0,2 %

ONTARIO

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2012	2013	VARIATION 2013/2012
Total, services de restauration et débits de boissons	20 137 078 \$	21 005 189 \$	4,3 %
Restaurants à service complet	8 065 733 \$	8 472 067 \$	5,0 %
Restaurants à service restreint	9 722 867 \$	10 050 440 \$	3,4 %
Services de restauration spéciaux	1 840 201 \$	1 958 705 \$	6,4 %
Débits de boissons (alcoolisées)	508 272 \$	523 977 \$	3,1 %

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0006, et compilation du MAPAQ.

2.1.2 ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE ENTRE 2004 ET 2013

En dehors de l'effet découlant de l'augmentation des prix, la demande alimentaire québécoise progresse au rythme de la population depuis dix ans

Au cours de la dernière décennie, la valeur de la demande alimentaire québécoise a progressé à un rythme de 3,6 % en moyenne annuellement. La croissance annuelle moyenne de la valeur des ventes a été de 3,9 % dans l'alimentation au détail et de 3,1 % dans la restauration. Le commerce de détail accapare 65 % de la demande alimentaire.

Sur la même période, si nous ne tenons pas compte de l'effet du prix de vente des aliments et des boissons, nous constatons que la demande alimentaire n'a progressé que de 0,9 % en moyenne annuellement, le même taux que celui de la croissance de la population québécoise. Les ventes alimentaires au détail et celles de la restauration montrent une progression annuelle moyenne de 1,1 % et de 0,5 % respectivement.

De 2004 à 2013, le commerce alimentaire de détail a connu une plus grande croissance dans les magasins non traditionnellement alimentaires

Si nous considérons tous les magasins qui vendent des aliments et des boissons au Canada, nous constatons que la plus grande croissance provient de magasins dont la part la plus importante du chiffre d'affaires n'émane pas de l'alimentation.

Ainsi, en 2013, les ventes des aliments et des boissons étaient évaluées à 112,3 G\$, ce qui représente une hausse de 1,9 % par rapport à 2012. Cependant, les ventes ne progressent que de 0,8 % dans les magasins d'alimentation, comparativement à 7,6 % et à 3,9 % pour les magasins de marchandises diverses et les pharmacies respectivement. Il s'agit par ailleurs d'une tendance forte observée depuis une dizaine d'années.

TABLEAU 4 VENTES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU CANADA SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2012 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS : ALIMENTS ET BOISSONS

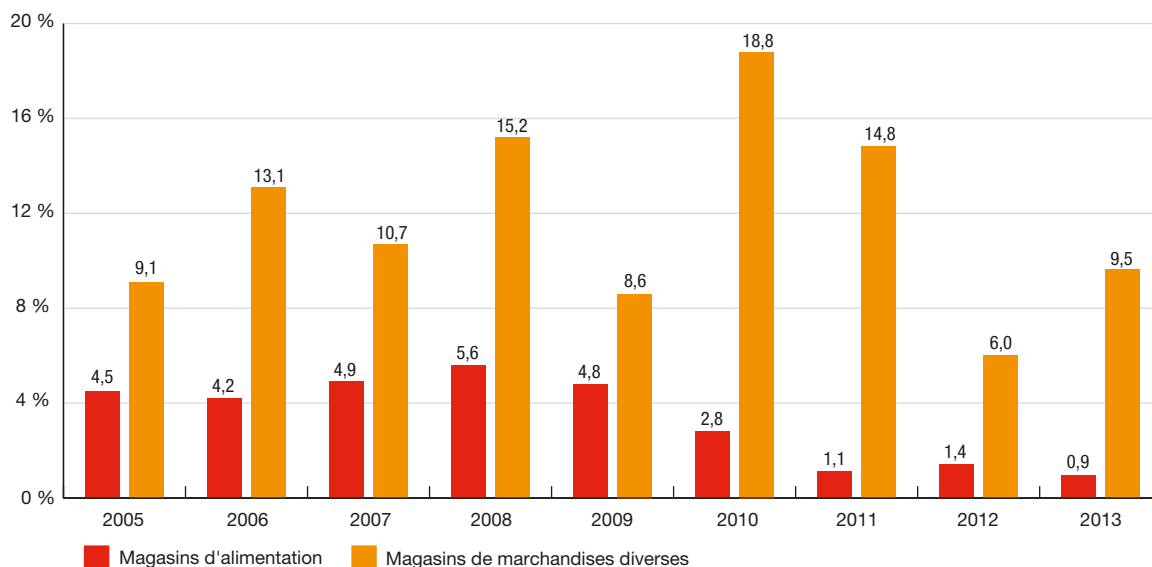
TYPES DE MAGASINS	2012	2013	VARIATION 2013/2012
Commerce de détail	110 211	112 277	1,9 %
Magasins d'alimentation	89 940	90 672	0,8 %
Magasins de produits de santé et de soins personnels	1 805	1 876	3,9 %
Magasins de marchandises diverses	14 912	16 048	7,6 %
Autres	3 554	3 682	3,6 %

PRODUITS : ALIMENTS

TYPES DE MAGASINS	2012	2013	VARIATION 2013/2012
Commerce de détail	82 175	84 088	2,3 %
Magasins d'alimentation	65 402	65 980	0,9 %
Magasins de produits de santé et de soins personnels	1 501	1 576	5,0 %
Magasins de marchandises diverses	13 450	14 732	9,5 %
Autres	1 822	1 800	-1,2 %

Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

FIGURE 5 TAUX DE CROISSANCE DES VENTES D'ALIMENTS SELON LES TYPES DE MAGASINS AU CANADA, DE 2005 À 2013

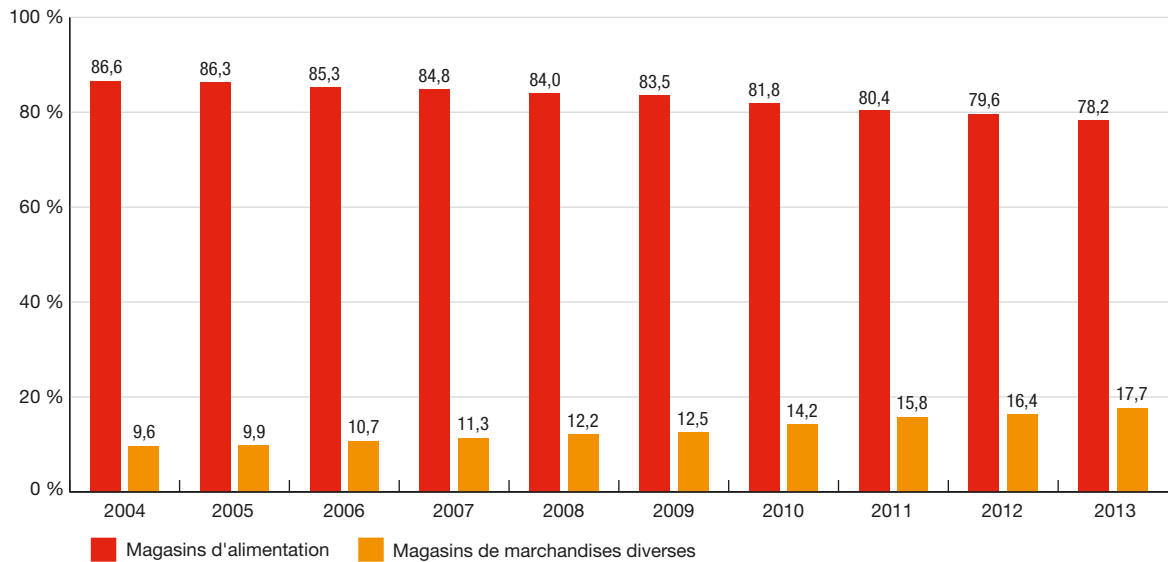


Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

Si la vente de boissons (alcoolisées ou non) est exclue, l'écart entre les croissances enregistrées par les magasins de marchandises diverses et les magasins d'alimentation s'agrandit. Tandis que les premiers voient leurs ventes d'aliments augmenter de 9,5 % et celles des pharmacies, de 5,0 %, les magasins d'alimentation se contentent d'un maigre 0,9 %. La multiplication des supercentres de Walmart à travers le Canada et l'accroissement des ventes dans les magasins-entrepôts de Costco expliquent une grande partie de ce déplacement des ventes alimentaires qui n'est pas en faveur des magasins d'alimentation traditionnels. L'arrivée de Target au Canada en 2013 et la récente acquisition de Shoppers Drug Mart (Pharmaprix au Québec) ne pourront que renforcer cette tendance.

Il en résulte que la part des magasins d'alimentation dans le commerce des aliments et des boissons a constamment régressé, passant de 88 % à 81 % pour les aliments et boissons ou de 87 %

FIGURE 6 PART DES MAGASINS D'ALIMENTATION ET DES MAGASINS DE MARCHANDISES DIVERSES DANS LES VENTES D'ALIMENTS AU CANADA, DE 2004 À 2013

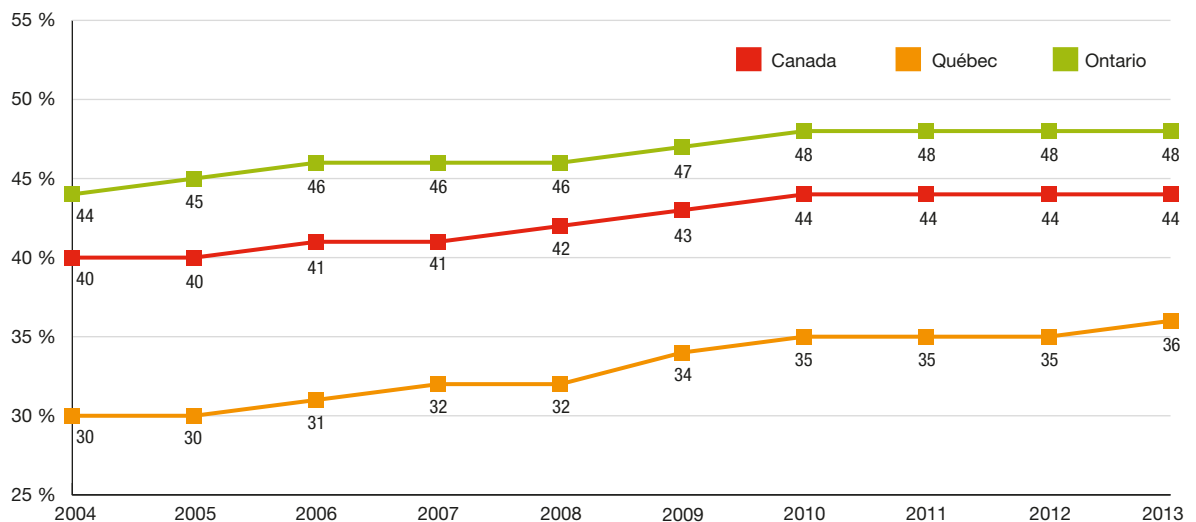


Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

De 2004 à 2013, le secteur de la restauration avec service restreint occupe une plus grande place dans la restauration commerciale au Canada

Au Québec, plus de la moitié (51 %) des recettes de la restauration commerciale provient encore des établissements à service complet en 2013. Par rapport au reste du Canada, ce chiffre est plutôt exceptionnel parce que la restauration avec service restreint y gagne de plus en plus des parts de marché. Elle est responsable de plus de 50 % des recettes de l'industrie dans chacune des quatre provinces de l'Atlantique. De plus, elle fait des percées importantes en Alberta et en Ontario. Par contre, dans les autres provinces (Colombie-Britannique, Manitoba et Saskatchewan), la part des établissements à service restreint reste stable depuis une dizaine d'années.

FIGURE 7 PART DES ÉTABLISSEMENTS DE RESTAURATION À SERVICE RESTREINT DANS LES VENTES DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU CANADA, EN ONTARIO ET AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

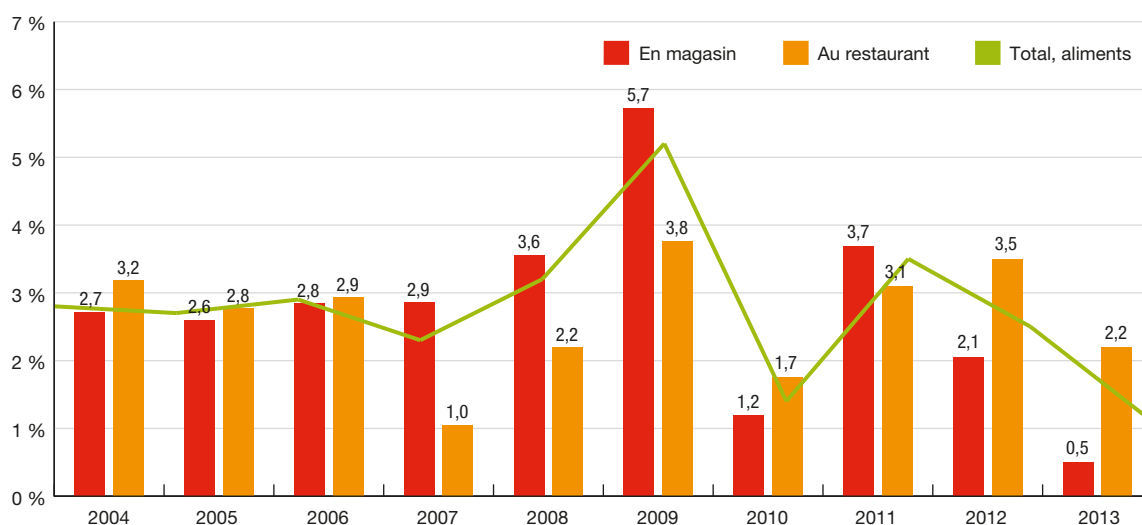
2.2 PRIX DES ALIMENTS

La croissance des prix des aliments au Québec a ralenti

La hausse des prix des aliments a donné un répit aux consommateurs en 2013. L'indice de prix des aliments au Québec et particulièrement sa composante liée aux aliments achetés en magasin ont enregistré de faibles progressions, soit 1,1 % et 0,5 % respectivement. Ce sont les plus faibles augmentations constatées au Québec depuis 1999. Un des facteurs explicatifs est assurément la concurrence accrue dans le commerce de détail. Nul doute que l'arrivée d'un nouvel acteur sur le marché québécois, tel que Target, a joué un rôle dans la faible progression des prix alimentaires. Il est à noter également le taux de change favorable, à la fin de 2012 et au début de 2013, pour les commerçants canadiens qui ont importé des produits alimentaires en dollars américains.

Pour l'indice global des aliments, il s'agit d'une croissance légèrement supérieure à celle de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui a atteint 0,7 %. À l'instar de l'année dernière, les consommateurs ont payé plus cher les aliments achetés dans les restaurants (+2,2 %) que dans les magasins d'alimentation. Toutefois, la hausse en restauration est beaucoup moins marquée qu'au cours des deux années précédentes, alors que les prix ont crû de 3,1 % en 2011 et de 3,5 % en 2012.

FIGURE 8 INDICES DE PRIX DES ALIMENTS AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada, IPC, CANSIM, tableau 326-0020, et compilation du MAPAQ.

Les groupes d'aliments ayant contribué à l'augmentation des prix durant l'année 2013 sont le poisson (+4,6 %), le porc frais et congelé (+3,8 %), les œufs (+3,5 %), les légumes frais (+3,3 %), le bœuf frais et congelé (+3,0 %), la volaille fraîche et congelée (+1,9 %), la viande transformée (+1,8 %), les produits de boulangerie et produits céréaliers (+0,5 %) de même que les fruits frais (+0,3 %). À l'exception des légumes frais et du poisson, tous ces groupes d'aliments ont connu des croissances de prix plus faibles en 2013 par rapport à 2012. Dans le cas du poisson, les prix sur le marché international ont atteint un niveau record en 2013, tandis que, pour les légumes, la hausse des prix découlait d'un refroidissement des températures en Californie.

À l'inverse, les prix ont baissé de 2,8 % pour le sucre et les confiseries ainsi que pour le café et le thé, ils ont diminué de 1,3 % pour les produits laitiers et ils sont restés stables dans le cas des graisses et des huiles (0,2 %) de même que des boissons non alcoolisées (0 %).

Au Canada, les mêmes tendances se sont manifestées

Dans l'ensemble, l'accroissement des prix des aliments au Canada s'élève à 1,2 %. Il s'agit d'une hausse supérieure à celle de l'IPC (+0,9 %), tandis que la croissance des prix des aliments achetés en magasin (+1,1 %) est légèrement inférieure à celle des aliments achetés dans les restaurants (+1,5 %). Aux États-Unis, les prix des aliments ont progressé de 1,4 %. Depuis deux ans, les hausses de prix dans les deux pays sont très similaires.

À l'échelle canadienne, le Québec a fait bonne figure, car seuls la Colombie-Britannique, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont montré une plus faible croissance des prix alimentaires.

Au cours de la dernière décennie, les prix de certains aliments ont fortement progressé

De 2004 à 2013, les prix de certains aliments au Québec ont davantage augmenté par rapport à d'autres. C'est le cas des œufs (+42 %), des graisses et des huiles (+40 %), des produits de boulangerie et des produits céréaliers (+38 %), du café et du thé (+37 %), des viandes rouges (+32 %) de même que du sucre et des confiseries, dont les prix ont augmenté de 29 %. Il fallait s'y attendre puisque, sur les marchés mondiaux, les prix des céréales, des oléagineux, du sucre ainsi que du café ont atteint des sommets historiques ces dernières années. Par ailleurs, les prix des viandes rouges se sont redressés à partir de 2011, profitant de la croissance marquée des exportations nord-américaines outre-mer et de la réduction des troupeaux bovins nord-américains. La sécheresse de 2012 aux États-Unis a entraîné une baisse dans les approvisionnements de bœuf et de porc.

Par contre, les prix d'autres produits alimentaires ont peu progressé depuis dix ans : c'est le cas du poisson et des fruits de mer (+10 %) ainsi que des boissons alcoolisées (+11 %).

TABLEAU 5 CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION DES ALIMENTS AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013

IPC D'ENSEMBLE	16 %
Aliments	26 %
Œufs	42 %
Graisses et huiles	40 %
Produits de boulangerie et produits céréaliers	38 %
Café et thé	37 %
Viandes rouges fraîches ou surgelées	32 %
Viande de bœuf	31 %
Viande de porc	31 %
Sucre et confiseries	29 %
Produits laitiers	27 %
Volaille fraîche ou surgelée	27 %
Légumes frais	27 %
Fruits frais	21 %
Boissons alcoolisées	11 %
Poisson, fruits de mer et autres produits de la mer	10 %

Sources : Statistique Canada, IPC, CANSIM, tableau 326-0020, et compilation du MAPAQ.

À l'échelle canadienne, de 2004 à 2013, la croissance des prix alimentaires du Québec (+26,1 %) se compare à celle de l'Ontario (+26,4 %) et à la moyenne canadienne (+26 %). L'Ouest canadien montre de plus faibles croissances de prix, tandis que les provinces de l'Atlantique affichent des hausses supérieures à celles du Québec. Chez nos voisins du Sud, les prix ont augmenté de 27 % pour la même période.

Que nous réserve 2014?

Avec l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché québécois (ex. : Target), la guerre des prix dans le secteur du commerce de détail alimentaire continuera, favorisant le consommateur. Néanmoins, certains événements pourraient interrompre l'accalmie des prix :

- La glissade du dollar canadien par rapport à la devise américaine tire vers le haut le prix de certains aliments importés au Canada (ex. : bœuf, fruits, légumes).
- La sécheresse qui a sévi en Californie au début de l'année pourrait avoir des effets sur les prix des fruits et des légumes frais.
- Le Brésil, premier exportateur mondial de café et de sucre, connaît également une sécheresse qui pourrait diminuer les récoltes cet été, ce qui pousse actuellement les prix vers le haut sur les marchés.
- L'offre de viande bovine ne répond pas à la demande. Il faut donc prévoir que les prix au détail de la viande bovine demeureront élevés.
- Les prix de la viande de porc ont augmenté en ce début d'année, en raison notamment d'une baisse des porcs en inventaire aux États-Unis et des craintes soulevées par les effets du virus de la diarrhée épidémique porcine sur l'offre à l'exportation aux États-Unis.

Toutefois, selon les prévisions d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, la croissance annuelle des prix des aliments au Canada devrait rester inférieure à 2 %.

2.3 LES ÉCHANGES COMMERCIAUX : UNE BALANCE COMMERCIALE POSITIVE

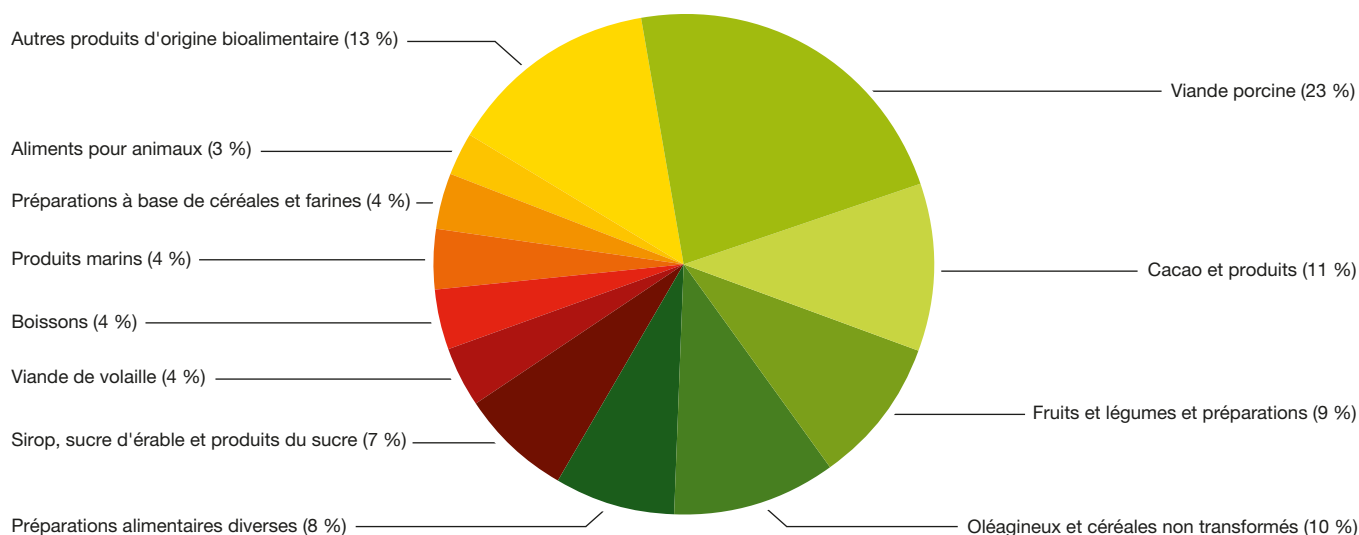
2.3.1 EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES

La valeur des exportations bioalimentaires québécoises a diminué légèrement en 2013 après trois années de hausses consécutives

La valeur des exportations bioalimentaires du Québec s'élève à 6,0 G\$ pour 2013, ce qui équivaut à une diminution de 169,0 M\$ ou de 2,7 % par rapport au sommet historique atteint en 2012. Cette baisse des exportations bioalimentaires québécoises est attribuable essentiellement aux oléagineux non transformés de même qu'aux graisses, aux huiles et à leurs produits, dont les valeurs ont diminué respectivement de 467,0 M\$ et de 144,0 M\$.

La plupart des principales exportations bioalimentaires internationales du Québec ont connu de bonnes croissances, notamment les préparations de cacao (16,9 %), les aliments préparés (17,1 %), le sucre et le sirop d'érable (14,4 %) ainsi que les fruits, les légumes et leurs préparations (10,3 %). Les groupes de produits à forte croissance en 2013 comprennent notamment les boissons essentiellement alcoolisées (48,8 %), et les céréales non transformées, surtout le maïs (192,2 %).

FIGURE 9 RÉPARTITION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS EN 2013



Sources : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ.

Par contre, la viande de porc, principale exportation bioalimentaire internationale du Québec, a connu une diminution de 3,3 % en raison d'une baisse de la valeur des ventes au Japon (-17 %) et en Russie (-52 %), malgré une augmentation des ventes dans des pays tels que les États-Unis (27 %), la Chine (15 %), l'Ukraine (548 %) et le Chili (182 %). La diminution des exportations vers le Japon s'expliquerait par la dépréciation du yen (devise japonaise) par rapport au dollar. Dans le cas de la Russie, l'interdiction, en février 2013, des importations de viande contenant de la ractopamine a mis un frein aux exportations québécoises dans ce pays.

Les exportations internationales affichent une croissance pour la période de 2004 à 2013

Au cours des dix dernières années (2004-2013), les exportations bioalimentaires du Québec, de l'Ontario et des autres provinces canadiennes ont toutes connu sept années sur dix de croissance. La croissance des exportations bioalimentaires du Québec (+56,5 %) se situe entre celles de l'Ontario (+31,3 %) et des autres provinces canadiennes (+73,3 %). La forte augmentation des exportations de céréales et de graines oléagineuses des provinces de l'Ouest explique l'écart de croissance des exportations bioalimentaires entre le Québec et les autres provinces.

TABLEAU 6 EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DE 2004 À 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS COURANTS)

ANNÉE	QUÉBEC	CROISSANCE ANNUELLE	ONTARIO	AUTRES PROVINCES	CANADA
2004	3 820	4,3 %	8 643	18 857	31 321
2005	3 851	0,8 %	8 441	18 284	30 576
2006	3 826	-0,7 %	8 412	19 629	31 866
2007	4 137	8,1 %	8 613	22 543	35 293
2008	4 855	17,4 %	9 351	28 672	42 878
2009	4 523	-6,8 %	8 891	25 579	38 994
2010	4 997	10,5 %	9 372	25 091	39 460
2011	5 640	12,9 %	9 841	28 963	44 444
2012	6 147	9,0 %	10 543	30 927	47 617
2013	5 979	-2,7 %	11 350	32 683	50 012

Sources : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ.

Les exportations bioalimentaires québécoises et leurs destinations présentent une plus grande diversification

La forte croissance de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec (+2,1 G\$ entre la moyenne des années 2004-2006 et 2011-2013) provient, dans une proportion de 68 %, des cinq groupes de produits suivants : les oléagineux non transformés (25,0 %); la viande porcine (17,1 %); les produits de cacao (10,5 %); les graisses, les huiles et leurs produits (8,4 %); les fruits, les légumes et leurs préparations (7,1 %).

La diversification des exportations bioalimentaires québécoises des dix dernières années découle de la croissance rapide des ventes à l'étranger de plusieurs groupes de produits dont les parts étaient généralement inférieures à 2 % pour la période 2004-2006. L'ensemble des groupes de produits qui ont permis une diversification représente près du quart de la croissance de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec entre les deux périodes. Il s'agit des animaux vivants, des céréales non transformées, des graisses, des huiles et de leurs produits, des aliments pour animaux ainsi que du café, du thé et de leurs produits.

Par contre, d'autres produits ont enregistré une diminution de leurs exportations entre 2004-2006 et 2011-2013, soit les produits de pépinière, la viande bovine et les produits laitiers.

Le volume et le prix ont influencé l'ampleur de l'accroissement des exportations

La croissance de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec est tributaire à la fois de l'augmentation des quantités vendues à l'étranger et de l'amélioration des prix obtenus sur ces marchés. D'ailleurs, les produits dont les valeurs exportées ont enregistré une forte croissance ont profité d'une augmentation à la fois sur le plan de la quantité et des prix. Par exemple, si la croissance de la valeur des exportations de viande porcine est attribuable à une augmentation des quantités vendues, celle de la valeur des préparations alimentaires diverses provient, des augmentations de prix obtenues sur les marchés étrangers.

TABLEAU 7 CROISSANCE DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES QUÉBÉCOIS ENTRE LES MOYENNES DES ANNÉES 2004-2006 ET 2011-2013 (EN VALEUR ET EN VOLUME)

GROUPES DE PRODUITS	CROISSANCE DE LA VALEUR (DE 2004-2006 À 2011-2013)	CROISSANCE DE LA QUANTITÉ (DE 2004-2006 À 2011-2013)	CROISSANCE DU PRIX (DE 2004-2006 À 2011-2013)
Total, bioalimentaire	55 %	S. O.	S. O.
Graisses, huiles et produits	355 %	166 %	71 %
Oléagineux non transformés	327 %	150 %	71 %
Café, thé et produits	207 %	30 %	136 %
Animaux vivants	201 %	54 %	96 %
Céréales non transformées	194 %	53 %	93 %
Aliments pour animaux	117 %	61 %	35 %
Produits de minoterie	86 %	22 %	52 %
Viande de volaille	69 %	62 %	4 %
Cacao et produits	61 %	47 %	9 %
Sirop et sucre d'érable	52 %	5 %	44 %
Autres viandes	45 %	24 %	17 %
Préparations alimentaires diverses	41 %	-7 %	52 %
Fruits, légumes et préparations	41 %	11 %	26 %
Viande porcine	36 %	37 %	-1 %
Produits marins	20 %	-8 %	31 %
Produits du sucre	17 %	-49 %	131 %
Boissons	3 %	-30 %	47 %
Préparations à base de céréales et farines	1 %	-30 %	45 %
Produits laitiers	-19 %	-44 %	43 %
Viande bovine	-19 %	-25 %	8 %
Produits de pépinière	-29 %	-24 %	-6 %

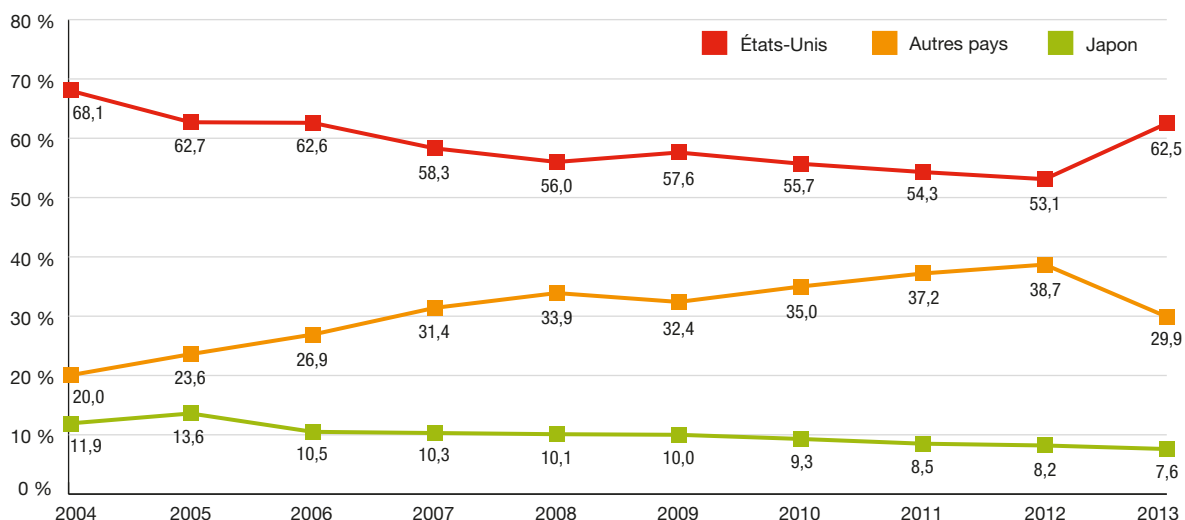
Sources : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ.

Au cours des dix dernières années, le poids des États-Unis a baissé au profit des autres pays

Depuis 2004, le Québec exporte ses produits bioalimentaires dans près de 160 pays. Les États-Unis et le Japon demeurent ses deux principaux clients, même si leurs parts relatives dans les exportations ont baissé. Dans le cas des États-Unis, alors qu'entre 2004 et 2012, la part des exportations bioalimentaires québécoises est progressivement passée de 68,1 % à 53,3 %, l'année 2013 a marqué une nette rupture avec la tendance des années passées. Est-ce un effet temporaire dû notamment aux exportations des produits du porc? Il est encore trop tôt pour se prononcer sur cette question.

Ce qui est certain, c'est la place de plus en plus importante que prennent les pays émergents dans la clientèle de l'industrie bioalimentaire québécoise. En effet, les pays émergents (Brésil, Chili, Chine, Inde, Indonésie, Corée du Sud, Afrique du Sud, Mexique, Ukraine et Russie) ont vu une croissance de leur part relative augmenter de 7,3 %.

FIGURE 10 PART DES ÉTATS-UNIS, DU JAPON ET DES AUTRES PAYS DANS LA DESTINATION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ.

2.3.2 IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES

La valeur de 5,6 G\$ enregistrée en 2013 représente une hausse de 4,8 % par rapport à 2012 (5,4 G\$)

En 2013, le Québec a importé du marché international 5,6 G\$ de produits bioalimentaires, pour une hausse de 4,8 % (ou +256 M\$). Cette croissance des importations internationales bioalimentaires est, dans une proportion de 73 %, attribuable à l'augmentation des importations de boissons essentiellement alcoolisées (+118 M\$) ainsi que du cacao et de ses préparations (+69 M\$). Les autres augmentations significatives proviennent des fruits (+28 M\$) et des préparations à base de céréales (+40 M\$).

D'autres produits ont vu leurs importations baisser. Il s'agit notamment du groupe du café, du thé, du maté et des épices (-4,5 %), des aliments pour animaux (-7,2 %), des graisses, des huiles et de leurs produits (2,5 %) ainsi que des viandes et des abats comestibles (-9,8 %). Ces derniers suivent ainsi la tendance de la dernière décennie.

Au cours des dix dernières années, les quatre groupes de produits qui sont à la source de la croissance des importations bioalimentaires observée au Québec en 2013, soit les boissons, le cacao et ses préparations, les fruits et préparations à base de céréales, et les aliments pour animaux, ont représenté plus de 71 % de la croissance des importations bioalimentaires du Québec. Ces produits sont généralement importés, soit pour pallier une production inexistante ou en développement (ex. : fruits exotiques et vin), soit pour répondre aux préférences d'achat des consommateurs (ex. : préparations à base de céréales et chocolat) ou encore pour servir d'intrants dans la filière bioalimentaire québécoise (ex. : aliments pour animaux et produits du cacao).

2.3.3 BALANCE COMMERCIALE INTERNATIONALE

En 2013, pour la huitième fois au cours de la dernière décennie, le Québec a enregistré une balance commerciale internationale bioalimentaire positive

Au cours de la dernière décennie, les échanges internationaux de produits bioalimentaires du Québec ont été plutôt équilibrés sur le plan de la valeur, soit des exportations supérieures de 4 % aux importations sur l'ensemble de la période (2004-2013). L'année 2013 correspond à la troisième meilleure année de la décennie pour ce qui est de la performance de la balance commerciale.

TABLEAU 8 EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS, DE 2004 À 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS COURANTS)

ANNÉE	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	BALANCE COMMERCIALE
2004	3 820,4	3 465,9	354,5
2005	3 850,9	3 563,7	287,2
2006	3 825,6	3 797,6	28,0
2007	4 137,3	4 079,2	58,1
2008	4 855,4	4 649,7	205,6
2009	4 523,4	4 857,6	(334,2)
2010	4 997,3	4 740,6	256,7
2011	5 639,9	5 825,6	(185,7)
2012	6 147,2	5 376,5	770,7
2013	5 978,7	5 632,5	346,3

Sources : Global Trade Atlas et compilation du MAPAQ.



CHAPITRE 3

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION

3.1 BILAN DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Les recettes monétaires du marché ont progressé de 2 % en 2013, surtout grâce aux productions animales

Les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont augmenté de 2 % en 2013 pour s'établir à 7,7 G\$ au Québec. Avec les paiements de programme de 488 M\$, les producteurs agricoles québécois ont perçu des revenus totaux de 8,2 G\$ en 2013, soit un montant légèrement inférieur de 2 % à celui de 2012.

L'évolution des recettes monétaires tirées du marché reflète le mouvement des prix agricoles. Au Québec, l'indice d'ensemble des prix des produits agricoles s'est maintenu à un niveau élevé durant la majeure partie de l'année 2013. Le recul des prix enregistré au milieu de l'année par la composante des cultures a été atténué par le relèvement des prix dans les productions animales. En effet, maintenant la tendance des récentes années, le prix du bœuf et celui du porc ont atteint leur niveau le plus élevé depuis que le dollar canadien a remonté pour se situer au-dessus de 0,80 \$ US, au milieu de la dernière décennie. Dans l'ensemble, l'indice de prix des produits agricoles a affiché une hausse de près de 1 % en 2013.

Les recettes du marché des cultures sont en légère baisse

Des conditions climatiques normales aux États-Unis ont favorisé une récolte importante de grains, surtout de maïs, de sorte que leurs prix ont diminué, à compter de l'automne 2013, pour atteindre des niveaux inférieurs à ceux des précédentes années. Ainsi, en 2013, l'indice de prix des cultures a diminué de 3 %. Cette abondance de grains permettra de rétablir le niveau des stocks nord-américains. Les recettes des cultures se sont établies à 2,6 G\$, ce qui représente une légère baisse de 0,4 % par rapport à 2012. Cela reflète notamment la diminution de 6 % des recettes combinées du maïs et du soya, qui sont ainsi passées de 1,2 G\$ en 2012 à 1,1 G\$ en 2013.

Les recettes provenant des productions animales ont augmenté de 3 %

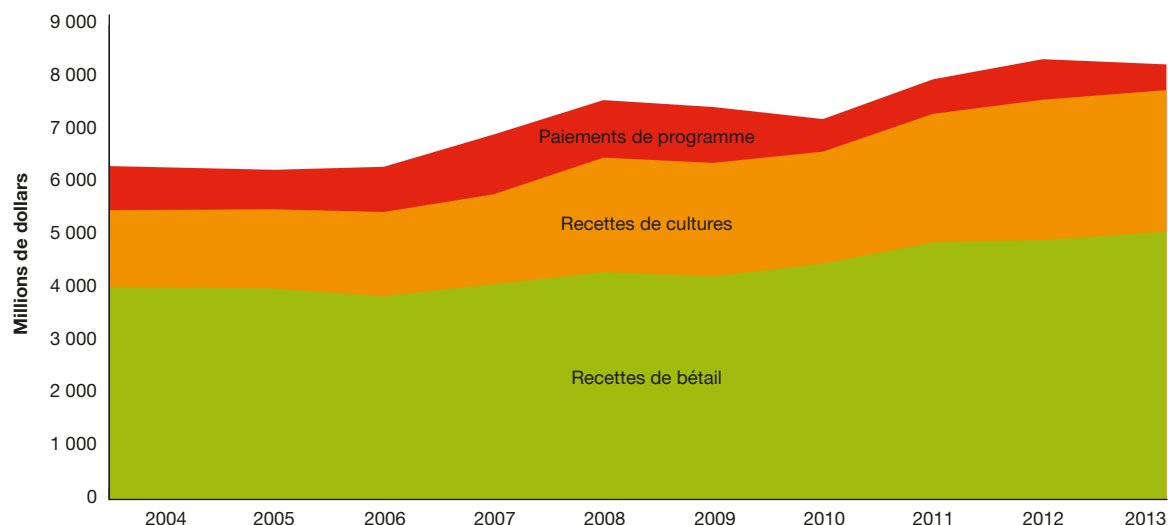
Pour ce qui est des productions animales, les recettes monétaires ont atteint 5,1 G\$. Il s'agit d'une progression de 3 % par rapport à 2012, soit une hausse équivalente à celle de l'indice de prix des productions animales. Les recettes issues de la production porcine ont, pour leur part, atteint 1,3 G\$, pour une augmentation de 5 % par rapport à 2012. Avec 2,2 G\$, les produits laitiers accaparent toujours la plus grosse part. Par contre, leur part des recettes totales du marché est passée de 32 % en 2004 à 29 % en 2013.

De 2004 à 2013, les recettes monétaires provenant du marché ont connu une progression continue

Durant la période de 2004 à 2013, les recettes monétaires du marché ont connu un taux de croissance annuel moyen de près de 4 % au Québec. Il s'agit d'un taux supérieur à celui de 2,8 % connu par l'indice d'ensemble des prix agricoles. Il est à noter que le dollar canadien s'est apprécié de façon importante, particulièrement entre 2002 et 2006. Cela a ralenti la progression des recettes monétaires, durant cette période, dans les productions qui sont tributaires des exportations ou de prix de référence exprimés en dollars américains.

Sur la même période, les recettes des productions végétales au Québec ont affiché une hausse plus importante avec un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 7 %. Ce taux dépasse celui de la croissance des prix observée durant cette période, qui était de 4 % par année pour l'ensemble des productions végétales. Parmi les cultures, l'ensemble formé par le maïs et le soya présente le plus fort TCAM, soit 11 % sur 10 ans. Il faut souligner que les prix des grains et des oléagineux ont été généralement bas durant la première moitié des années 2000, avant de connaître un relèvement structurel à compter de 2007. La part des recettes de maïs et de soya dans le total des recettes de cultures est ainsi passée de 30 % en 2004 à 41 % en 2013.

FIGURE 11 RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et compilation du MAPAQ.

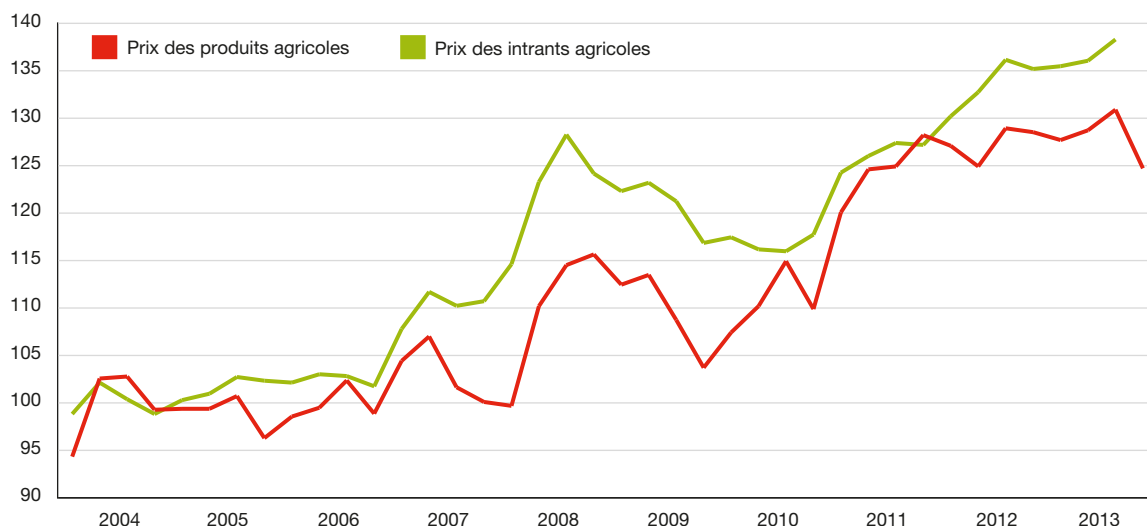
À partir de 2007, un relèvement structurel du prix des céréales et par conséquent du coût de l'alimentation pour les éleveurs est survenu, alors que leurs prix de vente étaient à la baisse. En effet, l'indice des prix de ventes a cumulé une baisse de 7 % entre 2006 et 2010 pour les éleveurs de bovins et de veaux du Québec, et une réduction de 7 % entre 2006 et 2009 pour les éleveurs de porcs.

Pour l'ensemble des productions animales, l'indice de prix a augmenté à un taux annuel moyen de 3 % depuis 2004. Cette hausse s'est essentiellement produite à compter de 2010. Les recettes monétaires de l'ensemble que constituent les bovins et les veaux ont connu un TCAM de 3 % sur 10 ans. Celles provenant du porc ont connu un taux de croissance annuel moyen d'à peine 1 % sur 10 ans.

Depuis 2004, les prix des intrants agricoles ont augmenté plus rapidement que ceux des produits agricoles

En ce qui concerne les facteurs de production agricoles, les prix des intrants ont connu une augmentation plus rapide que les prix agricoles au cours des dix dernières années, atteignant 3,5 % en moyenne par année. Cette situation reflète notamment le relèvement important des prix de l'énergie, des ventes des cultures et de l'alimentation animale dans un contexte où les productions animales dominent les productions végétales au Québec. Durant cette période, les carburants pour la machinerie, les engrais ainsi que l'alimentation animale ont affiché les hausses de prix les plus marquées, soit respectivement 8,4 %, 7,2 % et 5,0 % en moyenne par année.

FIGURE 12 INDICES DE PRIX DES PRODUITS AGRICOLES⁵ ET DES INTRANTS AGRICOLES AU QUÉBEC (INDICE 100 : 2004)



Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

Rappelons que, si l'indice de prix des intrants agricoles est supérieur à celui des produits agricoles, cela signifie que les prix des intrants ont augmenté plus rapidement que ceux des produits. Mais cela ne signifie pas que les intrants agricoles sont plus coûteux que les produits agricoles.

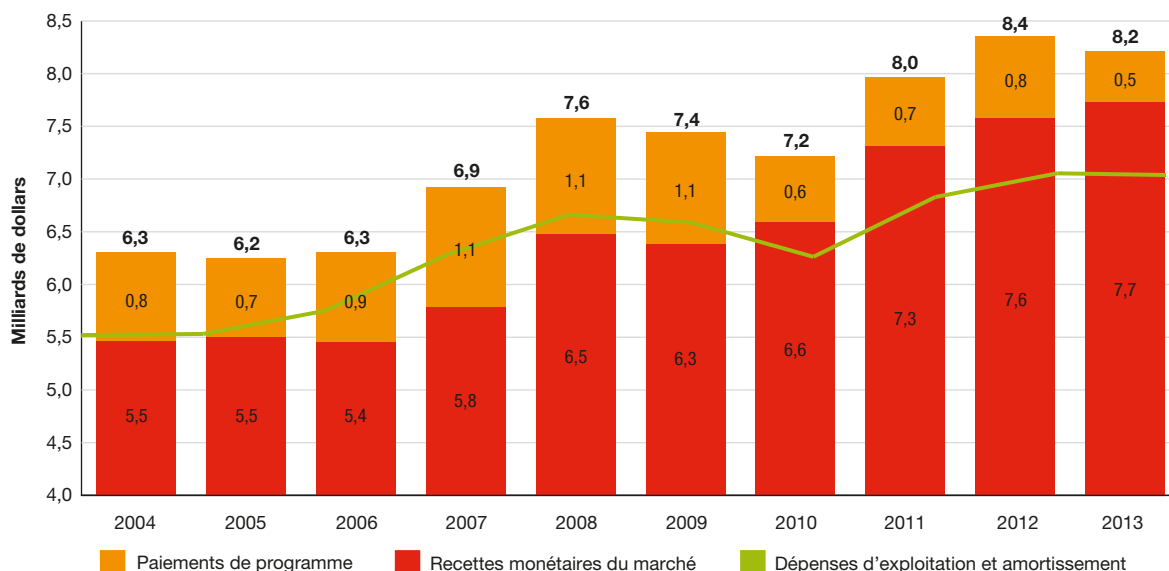
Les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont été stables en 2013

En 2013, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles au Québec étaient estimées à 6,2 G\$, ce qui représente une légère diminution de 1 % par rapport à 2012. Ce résultat a notamment été favorisé par la relative stabilité des prix des carburants pour la machinerie et la réduction des coûts de l'alimentation animale. Cette dernière laisse présager, à court terme, de meilleures situations financières pour les éleveurs.

En fait, on peut dire que ces deux postes de dépenses ont probablement procuré un certain répit aux producteurs en 2013, ce qui n'a pas été le cas sur l'ensemble des dix dernières années. En effet, entre 2004 et 2012, le taux de croissance annuel moyen a été de 6 % pour les dépenses liées aux carburants pour la machinerie agricole et de 4 % pour les dépenses liées à l'alimentation animale. Ces taux témoignent notamment de l'adaptation qu'ont dû faire plusieurs entreprises agricoles, dans la mesure où l'indice de prix de ces facteurs, comme il a été décrit précédemment, s'est accru plus rapidement durant cette période. Globalement, les dépenses d'exploitation après remises présentent un TCAM de 2,5 % sur 10 ans, soit un rythme moins rapide que les recettes monétaires (3 %).

5 Cet indice est établi à partir d'un panier composé des produits agricoles suivants : grains, oléagineux, cultures spéciales, fruits, légumes, viande, œufs et produits laitiers.

FIGURE 13 RECETTES MONÉTAIRES ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013

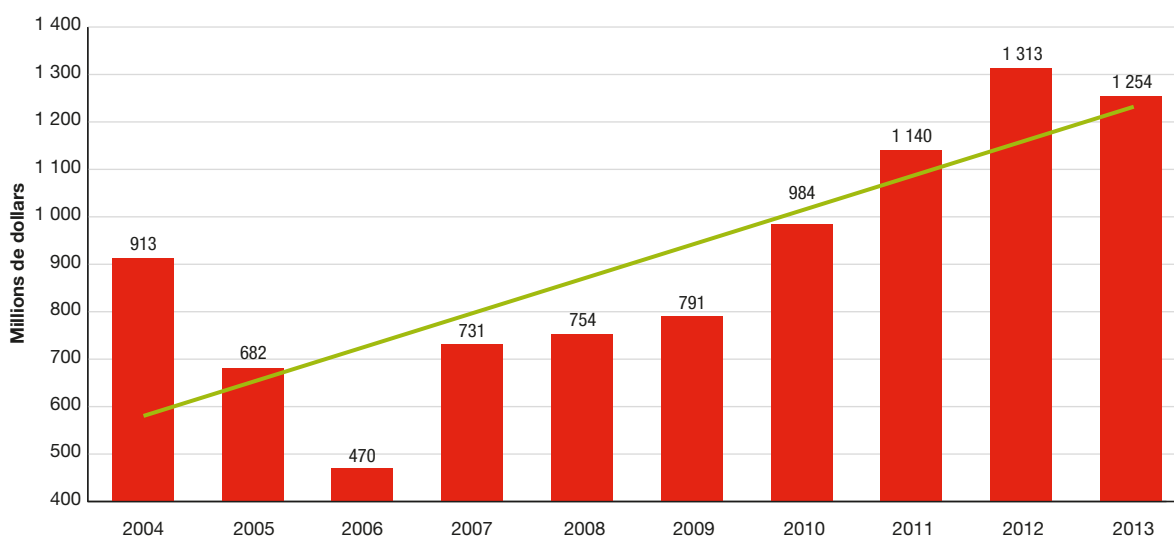


Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et compilation du MAPAQ.

Le revenu net agricole a baissé en 2013

L'évolution des recettes et des dépenses a favorisé une tendance généralement à la hausse pour le revenu agricole net au cours des dix dernières années. En 2013, le revenu net total s'est établi à 1,3 G\$ au Québec. Cela constitue une légère diminution de 4 % par rapport à 2012. Il est par ailleurs supérieur de 39 % à la moyenne des dix dernières années (903,4 M\$). Il est à noter que, depuis 2010, les recettes monétaires tirées du marché sont supérieures, à elles seules, aux dépenses d'exploitation et à l'amortissement pour l'ensemble du secteur agricole.

FIGURE 14 REVENU AGRICOLE NET⁶ AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et compilation du MAPAQ.

6 Après amortissement et valeur de la variation des stocks.

3.2 PÊCHES ET AQUACULTURE

L'industrie des pêches et de l'aquaculture tient une place importante dans l'économie des régions maritimes du Québec. On estime qu'en moyenne, dans les neuf dernières années, les activités liées aux pêches, à l'aquaculture et à la transformation des produits marins ont procuré autour de 8 000 emplois directs.

3.2.1 PÊCHES MARITIMES

La valeur des débarquements a progressé pour une troisième année de suite

En 2013, la valeur des débarquements était estimée à 166,4 M\$, ce qui correspond à une hausse de 3,6 % par rapport à 2012. Il s'agit d'une troisième progression de suite, mais plus modeste que les 3,7 % et les 28,5 % affichés respectivement en 2012 et en 2011.

Il faut dire que la valeur des débarquements a montré des variations durant les dix dernières années. En 2004, les débarquements des espèces marines ont été évalués à 199,6 M\$. Six ans plus tard, les recettes ont diminué de 39,6 % pour s'établir à 120,5 M\$. Ensuite, la tendance s'est inversée pour atteindre, en 2013, une valeur encore inférieure de 166,4 M\$ à celle de 2004.

Durant la période de 2004 à 2013, le crabe a représenté en moyenne 40 % du total des recettes, suivi par le homard (28 %) et la crevette (17 %). La valeur du premier et du deuxième a diminué à un taux annuel moyen de 3,3 % et de 2,6 % respectivement, tandis que la crevette montre une légère augmentation annuelle de 0,7 %.

TABLEAU 9 VALEURS (M\$) DES DÉBARQUEMENTS DES ESPÈCES MARINES AU QUÉBEC, 2004 À 2013

ESPÈCES MARINES	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	2013 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN
Total, crustacés	178,5	137,6	103,3	132,3	121,7	104,0	100,8	132,1	137,0	144,4	-2,3 %
Crabe des neiges	98,1	63,4	39,6	64,6	51,4	46,1	36,2	59,8	60,8	72,6	-3,3 %
Homard	49,8	48,5	43,1	47,6	43,3	32,6	38,2	40,7	40,0	39,3	-2,6 %
Crevette	29,1	23,9	18,9	18,2	25,3	23,4	24,7	29,9	34,5	31,0	0,7 %
Crabe et autres	1,5	1,8	1,7	1,9	1,7	1,9	1,7	1,7	1,7	1,4	-0,8 %
Mollusques	6,3	6,7	5,4	4,7	4,4	5,3	5,0	5,0	5,3	5,5	-1,6 %
Poissons de fond	10,7	10,7	9,8	11,0	11,4	10,3	10,6	12,7	12,8	10,8	0,1 %
Espèces pélagiques	3,5	3,5	3,3	3,0	3,0	3,6	3,1	3,8	3,9	4,0	1,6 %
Autres	0,6	0,4	0,8	1,0	0,8	0,6	1,1	1,3	1,6	1,8	13,5 %
TOTAL	199,6	158,9	122,6	152,0	141,3	123,8	120,5	154,9	160,7	166,4	-2,0 %
2004 = 100	100	79,6	61,4	76,1	70,8	62,0	60,4	77,6	80,5	83,4	s.o.

Sources : Pêches et Océans Canada et compilation du MAPAQ.

Les volumes des débarquements ont aussi augmenté

En 2013, les volumes des débarquements des espèces marines ont atteint 60 433 tonnes, pour une augmentation de 7 % par rapport à 2012. Il s'agit d'une croissance plus grande que celles rapportées en 2012 et en 2011, soit 2,1 % et -3,0 % respectivement.

Depuis 2004, le volume des débarquements des espèces marines a légèrement diminué à un taux annuel moyen de 0,7 %. Le volume des crustacés (crabe des neiges, homard et crevette) a représenté 65,0 % du total des débarquements, montrant une relative stabilité avec une diminution de 0,2 % par année.

TABLEAU 10 VOLUME DES DÉBARQUEMENTS (TONNES/POIDS VIF) DES ESPÈCES MARINES AU QUÉBEC, 2004 À 2013

ESPÈCES MARINES	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	2013 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN
Total, crustacés	41 474	37 210	38 321	36 770	39 137	40 768	37 575	34 473	35 622	40 835	-0,2 %
Crabe des neiges	15 289	16 327	15 524	15 138	13 724	15 348	10 944	10 137	13 528	15 889	0,4 %
Homard	3 838	3 461	3 461	3 485	3 767	3 564	4 409	3 989	3 983	4 285	1,2 %
Crevette	22 347	17 422	19 336	18 147	21 646	21 856	22 222	20 348	18 111	20 661	-0,9 %
Autres	22 748	21 489	22 368	19 678	19 075	20 157	19 512	20 908	20 901	19 598	-1,6 %
TOTAL	64 222	58 699	60 689	56 447	58 212	60 925	57 087	55 381	56 523	60 433	-0,7 %
2004 = 100	100,0	91,4	94,5	87,9	90,6	94,9	88,9	86,2	88,0	94,1	s.o.

Sources : Pêches et Océans Canada et compilation du MAPAQ.

Par ailleurs, en 2013, le prix du crabe a atteint 4,6 \$ le kilogramme, une augmentation de 1,1 % par rapport au prix de 2012. Entre 2011 et 2012, il a régressé de 23,4 %, passant de 5,9 \$ à 4,5 \$. Par contre, le prix du crabe a augmenté de 78,3 % de 2010 à 2011.

En 2013, le prix du homard s'est établi à 9,2 \$ le kilogramme et celui de la crevette, à 1,5 \$ le kilogramme, pour une diminution, par rapport à 2012, de 8,7 % et de 21 % respectivement. Cependant, de 2010 à 2012, le prix du homard a augmenté de 16,0 % et celui de la crevette, de 71,7 %.

TABLEAU 11 PRIX (\$/KG) DES CRUSTACÉS, 2004 À 2013

CRUSTACÉS	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN
Crabe des neiges	6,4	3,8	2,6	4,3	3,7	3,0	3,3	5,9	4,5	4,6	-3,7 %
2004 = 100	100,0	59,5	39,7	66,5	58,3	46,8	51,6	91,9	70,4	71,2	s.o.
Homard	13,0	13,6	12,5	13,7	11,5	9,1	8,7	10,2	10,0	9,2	-3,8 %
2004 = 100	100,0	104,4	96,0	105,3	88,5	70,3	66,7	78,5	77,3	70,6	s.o.
Crevette	1,3	1,4	1,0	1,0	1,2	1,1	1,1	1,5	1,9	1,5	1,6 %
2004 = 100	100,0	105,5	75,0	76,9	89,9	82,4	85,2	113,1	146,3	115,4	s.o.

Sources : Pêches et Océans Canada et compilation du MAPAQ.

En conséquence, la stabilité du volume des crustacés, montrée depuis 2004, n'explique pas la décroissance annuelle de 2,3 % de la valeur des captures. On comprend plutôt que les variations des prix ont contribué à l'évolution des recettes. En effet, le prix du crabe a baissé en moyenne de 3,7 % par année, ce qui est presque la même diminution que celle de la valeur des débarquements (3,3 %). Pour le homard, le prix a montré une décroissance annuelle de 3,8 %, alors que sa valeur a diminué annuellement de 2,6 %. Dans le cas de la crevette, le prix a augmenté de 1,6 % par année, alors que la croissance annuelle de la valeur a été de 0,7 %.

3.2.2 PÊCHE D'EAU DOUCE ET AQUACULTURE

La valeur des débarquements d'eau douce a diminué de 7,4 % par année, passant de 2,6 M\$ à 1,3 M\$ entre 2004 et 2013. Les débarquements d'eau douce sont composés principalement de poisson-chat, d'anguille, de perchaude et d'esturgeon.

Dans le secteur de l'élevage des poissons et des fruits de mer, la valeur de la production s'est élevée à 11,2 M\$ en 2012, ce qui représente une légère diminution annuelle moyenne de 0,2 % par rapport à la valeur de 2004. Par contre, le volume de la production a baissé annuellement de 1,9 % en atteignant 1 544 tonnes en 2012⁷. Au Québec, l'aquaculture est composée principalement de l'élevage de la truite et de la moule ainsi que de l'ensemencement.

3.2.3 TRANSFORMATION

En 2013, la valeur des expéditions des usines de transformation des produits marins était estimée à 374,6 M\$, ce qui équivalait à une augmentation de 2,1 % par rapport à 2012. Toutefois, ce secteur avait montré une hausse de 6,8 % en 2012 et de 12,7 % en 2011.

Entre 2004 et 2013, la valeur des expéditions a augmenté de 1,4 % par année, principalement grâce à la transformation des crustacés, qui représente 86,5 % du total de la valeur des expéditions des usines.

TABLEAU 12 VALEUR (M\$) DES EXPÉDITIONS DES USINES DE TRANSFORMATION EN RÉGIONS MARITIMES, 2004 À 2013

GROUPES D'ESPÈCES	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	2013 DONNÉES PRÉLIMINAIRES	TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN
Crustacés	282,2	236,7	214,2	218,6	256,7	195,2	264,6	304,4	327	330,1	1,8 %
Poissons de fond	24,1	21,0	20,9	21,6	23,9	21,8	20,6	23,9	21	24,6	0,2 %
Mollusques	11,1	11,9	10,2	7,1	8,0	8,5	10,1	8,0	9,8	10,7	-0,4 %
Espèces pélagiques	10,4	8,9	10,4	7,2	6,2	8,8	7,9	7,3	9,2	9,1	-1,5 %
Autres	1,5	0,8	0,5	0,5	0,3	0,1	1,7	0,1	0,1	0,3	-17,6 %
Total	329,3	279,3	256,4	255,1	295,0	234,4	304,7	343,7	367,0	374,6	1,4 %
2004 = 100	100	84,8	77,8	77,5	89,6	71,2	92,5	104,4	111,4	113,8	s.o.

Sources : Pêches et Océans Canada et compilation du MAPAQ.

⁷ Au moment de la rédaction de ce document, les données de l'aquaculture pour l'année 2013 n'étaient pas disponibles.

3.3 BILAN DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

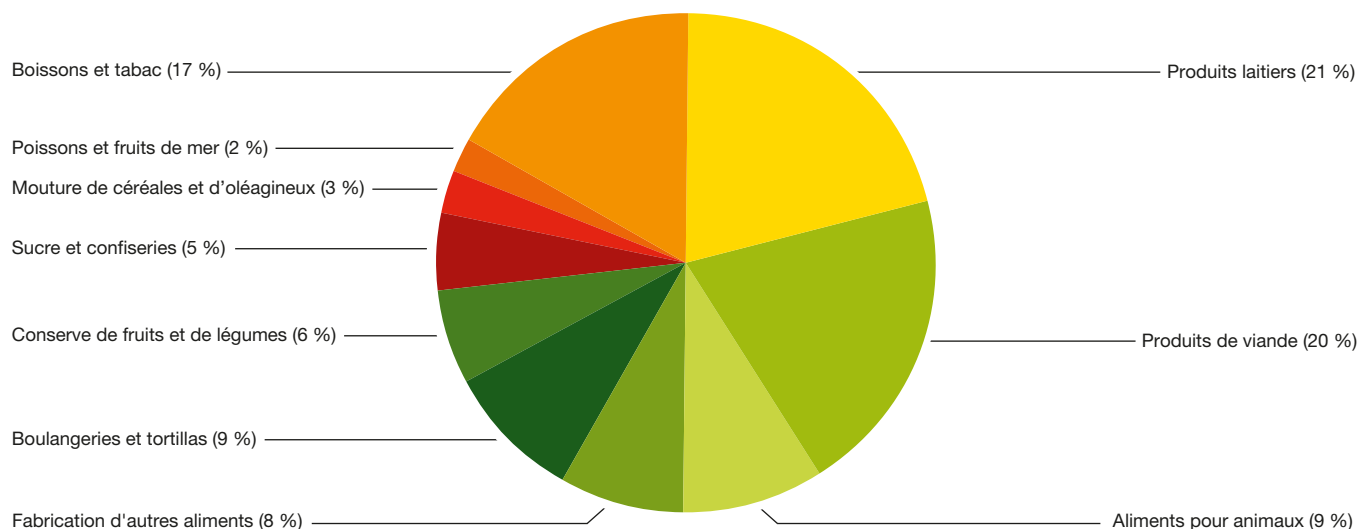
Une pause a été observée dans la croissance des livraisons au Québec

La valeur des livraisons du secteur de la transformation bioalimentaire du Québec⁸ aurait diminué légèrement en 2013, passant de 23,0 G\$ à 22,7 G\$, soit une baisse de 1 %. Cette diminution provient principalement de quelques secteurs de la fabrication d'aliments, notamment :

- la mise en conserve de fruits et de légumes (-5,0 % ou 76 M\$);
- la fabrication de produits de viande (-2,3 % ou 107 M\$);
- la boulangerie et la fabrication de tortillas (-2,3 % ou 46 M\$);
- la fabrication d'aliments pour animaux (-1,9 % ou 41 M\$);
- la fabrication de produits laitiers (-1,6 % ou 77 M\$).

Ces secteurs comptent pour 65 % de l'ensemble des livraisons manufacturières de l'industrie de la transformation bioalimentaire.

FIGURE 15 LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC PAR SECTEUR AU QUÉBEC EN 2013



Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, et compilation du MAPAQ.

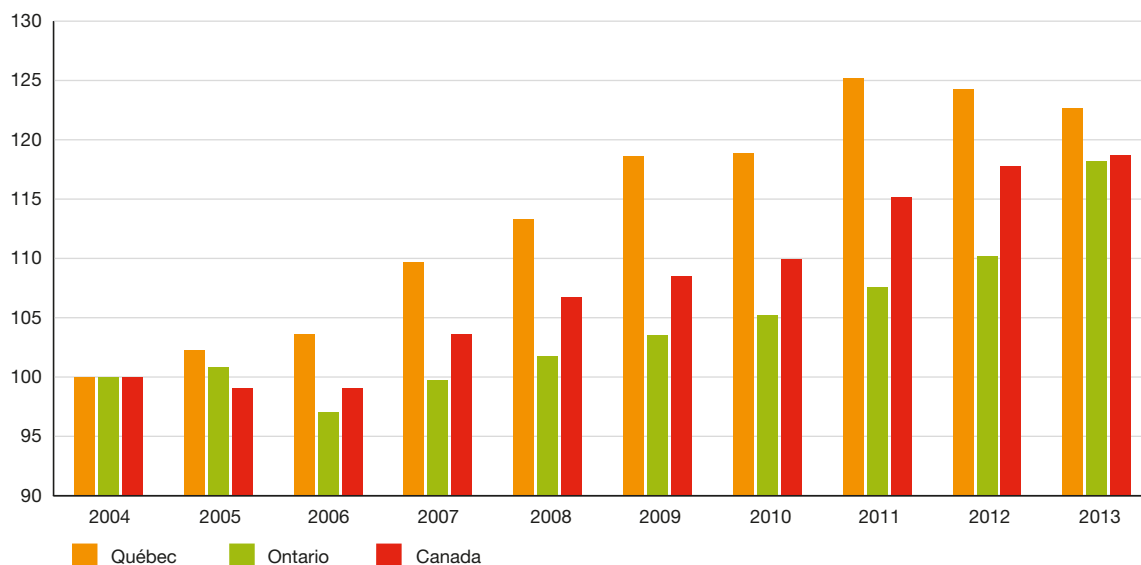
En Ontario⁹, les ventes d'aliments et de boissons fabriqués par les établissements de transformation ont augmenté plus rapidement, soit de 7 %, alors que le Canada présente une hausse plus modeste avec 1 %.

Pour le Québec, il s'agit d'une seconde diminution au cours des dix dernières années. Les deux récentes années ont marqué une pause dans la croissance, qui s'est réalisée au rythme accéléré de 2,3 % annuellement sur la période de 2004 à 2013. À la figure 16, l'évolution de l'indice montre que le secteur de la transformation bioalimentaire québécois a traversé la récession de 2008-2009 sans trop de problèmes. En Ontario et dans l'ensemble du Canada, l'augmentation moyenne annuelle de la valeur des livraisons a été moins élevée sur la période, ne dépassant pas les 2 %. En Ontario, les années 2004 à 2008 ont été difficiles, la valeur des livraisons demeurant près du niveau de 2004 ou inférieure. Ce n'est qu'après la récession que la croissance a été observée.

⁸ L'estimation de 2013 pour le Québec repose sur une analyse des principaux facteurs qui affectent l'évolution de la valeur des livraisons de la transformation bioalimentaire.

⁹ L'estimation de 2013 repose sur les données préliminaires de l'Ontario et du Canada. Ces données sont souvent modifiées dans les mois et années qui suivent.

FIGURE 16 ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DE LA VALEUR DES LIVRAISONS DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS, QUÉBEC, ONTARIO ET CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)



Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, CANSIM 304-0014 et 304-0015, et compilation du MAPAQ.

Plusieurs secteurs québécois de la fabrication se distinguent par une croissance de la valeur des livraisons

Malgré le fléchissement de 2013, tous les sous-secteurs du Québec ont connu une croissance depuis dix ans. Ainsi, pour la fabrication de produits laitiers, la valeur des livraisons s'est accrue de 1,4 G\$, soit une hausse de plus de 44 %. Pour la fabrication de produits de viande, la croissance est moins importante, soit 2 %. La valeur des livraisons des entreprises de mise en conserve de fruits et de légumes est, pour sa part, passée de 955 M\$ à plus de 1,3 G\$. Il s'agit d'une hausse de près de 37 %. Dans le secteur de la boulangerie, l'augmentation dépasse les 600 M\$, la valeur des livraisons, qui s'établissait à 1,3 G\$ en 2004, étant maintenant de plus de 1,9 G\$ pour une croissance totale de 46 %. En ce qui a trait à la fabrication d'aliments pour animaux, l'augmentation est presque aussi importante, soit 540 M\$ ou 34 %. Chez les fabricants de sucre et de confiseries ou d'autres aliments, les augmentations sont plus faibles, se situant entre 177 M\$ et 372 M\$, ce qui entraîne toutefois des taux de croissance de près de 20 % sur la période. Enfin, pour la fabrication de boissons et de produits du tabac, la croissance est plutôt faible, soit 9 % ou 330 M\$.

TABLEAU 13 VALEURS DES LIVRAISONS DES DIFFÉRENTS SECTEURS DE LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE, 2004, 2012 ET 2013

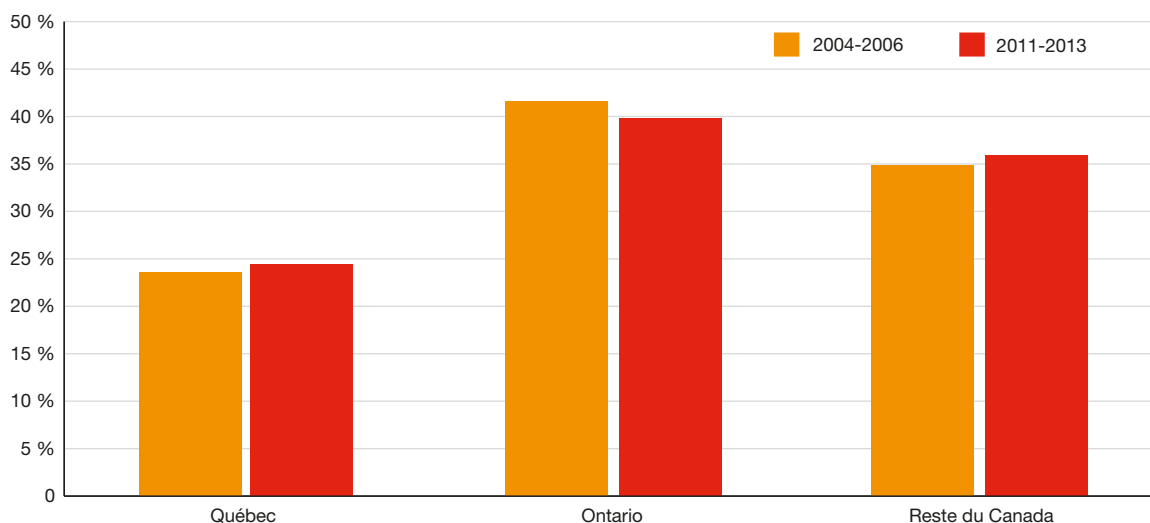
SECTEURS	2004	2012 (ESTIMATIONS)	2013 (ESTIMATIONS)	2013/2012	2013/2004
Fabrication d'aliments	15 023 395 \$	19 217 400 \$	18 895 654 \$	-1,7 %	25,8 %
Produits laitiers	3 263 120 \$	4 788 419 \$	4 711 804 \$	-1,6 %	44,4 %
Produits de viande	4 463 264 \$	4 671 249 \$	4 563 810 \$	-2,3 %	2,3 %
Aliments pour animaux	1 572 943 \$	2 153 932 \$	2 113 007 \$	-1,9 %	34,3 %
Fabrication d'autres aliments	1 521 066 \$	1 906 021 \$	1 892 679 \$	-0,7 %	24,4 %
Boulangerie et tortillas	1 334 221 \$	1 987 076 \$	1 941 373 \$	-2,3 %	45,5 %
Conserve de fruits et de légumes	954 919 \$	1 377 929 \$	1 309 033 \$	-5,0 %	37,1 %
Sucre et confiseries	1 041 689 \$	1 195 356 \$	1 219 263 \$	2,0 %	17,0 %
Mouture de céréales et d'oléagineux	n.d.	727 826 \$	761 306 \$	4,6 %	n.d.
Poissons et fruits de mer	n.d.	409 592 \$	383 378 \$	-6,4 %	n.d.
Boissons et produits du tabac	3 478 572 \$	3 777 061 \$	3 807 277 \$	0,8 %	9,4 %
TOTAL ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	18 501 967 \$	22 994 461 \$	22 702 931 \$	-1,3 %	22,7 %

Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, CANSIM 304-0014 et 304-0015, et compilation du MAPAQ.

Plusieurs secteurs québécois de la fabrication se distinguent avec une croissance des parts de marché dans les livraisons canadiennes

En raison de la progression plus rapide de la valeur des livraisons au Québec, l'industrie québécoise tend à prendre un peu plus de place dans l'ensemble du secteur de la transformation bioalimentaire au Canada. De 2004 à 2006, la valeur moyenne des livraisons du Québec représentait 23,5 % de celle du Canada, alors qu'en moyenne, de 2011 à 2013, elle était plutôt de 24,5 %. Pour les entreprises de transformation ontariennes, la part des livraisons est passée de 42 % à 40 % durant les mêmes périodes. Ainsi, au cours des dix dernières années, la répartition par région (Québec, Ontario et reste du Canada) s'est modifiée, l'Ontario perdant légèrement de son poids au bénéfice du Québec et des autres provinces.

FIGURE 17 ÉVOLUTION DES PARTS DANS LE MARCHÉ CANADIEN DE LA FABRICATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS, QUÉBEC, ONTARIO ET RESTE DU CANADA, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, CANSIM 304-0014 et 304-0015, et compilation du MAPAQ.

Les transformateurs québécois ont gagné des parts de marché dans plusieurs secteurs qui connaissaient une stagnation et même une décroissance dans l'ensemble du Canada. Il s'agit de la mise en conserve de fruits et de légumes, où la part est passée de 16 % à 22 %, de la fabrication de sucre et de confiseries, où elle est passée de 27 % à 30 %, de même que des boissons et des produits du tabac, dont la part est passée de 28 % à 30 %. Les parts observées sont pour les moyennes de 2004 à 2006 et de 2011 à 2013. Pour la transformation de poissons, les données de plusieurs années sont confidentielles. Depuis 2008, la tendance est à la hausse, la part étant passée de 8 % à 11 %.

Toutefois, dans les secteurs en croissance à l'échelle canadienne, les résultats sont partagés. Alors que, dans les produits laitiers, les produits de viande et la boulangerie, les parts sont demeurées constantes, soit à près de 34 %, de 22 % et de 24 % respectivement, elles ont augmenté de 3 % dans les aliments pour animaux pour s'établir à 32 %. Seul le secteur de la fabrication d'autres aliments a évolué, désavantageant le Québec, sa part de marché diminuant de 27 % à 26 %. Finalement, les données concernant la part des entreprises québécoises de mouture de céréales et de graines oléagineuses ne sont disponibles que depuis 2008, où elle était de 7 %. Elle est demeurée à 7 % en 2013.

Une structure industrielle qui se diversifie

L'évolution de la valeur des livraisons des sous-secteurs de la transformation bioalimentaire québécoise a aussi eu des conséquences sur sa structure industrielle. En synthèse, il faut souligner que le secteur de la transformation des aliments et des boissons au Québec s'est diversifié sur la période étudiée. Les trois sous-secteurs les plus importants, soit la fabrication de produits laitiers, de produits de viande de même que de boissons et de produits du tabac, représentaient 62,0 % de la valeur totale des livraisons de 2004 à 2006. De 2011 à 2013, ce pourcentage a diminué pour s'établir à 57,5 %. Ce sont les sous-secteurs de la mise en conserve de fruits et de légumes, des aliments pour animaux et de la boulangerie qui ont pris notamment plus de place.

TABLEAU 14 STRUCTURE INDUSTRIELLE DE LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, MOYENNES DE 2004 À 2006 ET DE 2011 À 2013

SECTEURS	2004-2006	2011-2013
Fabrication d'aliments	81,8 %	83,6 %
Fabrication de produits laitiers	20,3 %	20,6 %
Fabrication de produits de viande	23,7 %	20,5 %
Fabrication d'aliments pour animaux	7,5 %	9,1 %
Fabrication d'autres aliments	8,0 %	8,2 %
Boulangerie et fabrication de tortillas	7,4 %	8,4 %
Conserve de fruits et de légumes et spécialités alimentaires	5,0 %	5,8 %
Fabrication de sucre et de confiseries	5,5 %	5,3 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	x	3,9 %
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	x	1,7 %
Fabrication de boissons et de produits du tabac	18,2 %	16,4 %
TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	100,0 %	100,0 %

Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, CANSIM 304-0014 et 304-0015, et compilation du MAPAQ.

Les volumes de production enregistrent souvent une croissance dans la transformation d'aliments au Québec

Les données relatives à la croissance des valeurs des livraisons analysées précédemment proviennent en partie de l'évolution des prix. La comparaison de la croissance des valeurs des livraisons à celle des prix permet de vérifier s'il y a eu des hausses de volumes de production. Cependant, les constats suivants doivent être interprétés avec circonspection sur le plan provincial, car nous utilisons les variations canadiennes de prix par l'intermédiaire des indices de prix des produits industriels¹⁰.

Lorsque les hausses des valeurs des livraisons sont plus élevées que celles des prix, c'est que les volumes de production présentent probablement une augmentation. Prenons l'exemple de la fabrication d'aliments. Au Québec comme au Canada, les taux de croissance de la valeur des livraisons dans ce secteur, soit 2,6 % et 2,2 % respectivement, sont supérieurs à celui des prix, soit 1,7 %. Nous pouvons alors déduire que, sur la période 2004-2013, les volumes de production ont augmenté dans la transformation des aliments, autant au Canada qu'au Québec. C'est plutôt l'inverse dans la fabrication de boissons et de produits du tabac, où les augmentations de prix ne se sont pas complètement transférées dans les variations de valeurs. Les quantités produites de boissons et de produits du tabac auraient donc diminué au cours des dix dernières années au Canada et au Québec.

Le tableau suivant résume les variations observées.

¹⁰ Statistique Canada, CANSIM 329-0057, Indice des prix de l'industrie.

TABLEAU 15 TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN PONDÉRÉ DES PRIX ET DES LIVRAISONS, QUÉBEC ET CANADA, DE 2004 À 2013

SECTEURS	PRIX CANADA	LIVRAISONS CANADA	LIVRAISONS QUÉBEC
Fabrication d'aliments	1,7 %	2,2 %	2,6 %
Fabrication de produits laitiers	2,0 %	3,2 %	4,2 %
Fabrication de produits de viande	0,6 %	0,9 %	0,2 %
Fabrication d'aliments pour animaux	3,6 %	2,7 %	3,3 %
Fabrication d'autres aliments	1,4 %	3,3 %	2,5 %
Boulangerie et fabrication de tortillas	2,8 %	3,8 %	4,3 %
Conserve de fruits et de légumes et spécialités alimentaires	2,0 %	0,9 %	3,6 %
Fabrication de sucre et de confiseries	2,4 %	-0,2 %	1,8 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	2,5 %	6,1 %	X
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	0,2 %	-2,1 %	X
Fabrication de boissons et de produits du tabac	2,7 %	0,1 %	1,0 %
TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	n.d.	1,9 %	2,3 %

Sources : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, CANSIM 301-0006, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, CANSIM 304-0014 et 304-0015 et compilation du MAPAQ.

Le Québec se distingue dans la mise en conserve de fruits et légumes ainsi que dans la boulangerie et la fabrication de tortillas. En fait, selon les données disponibles, la place plus importante occupée par le Québec dans ces secteurs au Canada (voir les paragraphes précédents) serait occasionnée par des croissances dans les volumes de production.

Par ailleurs, les volumes de production ont aussi progressé au Québec dans la fabrication de produits laitiers et d'autres aliments. Le secteur de la mouture de céréales et de graines oléagineuses se distingue par le fait qu'au Canada, les valeurs des livraisons ont augmenté beaucoup plus vite que les prix.

Somme toute, il semble que peu de secteurs aient diminué leur volume de production sur la période étudiée. Outre les boissons et les produits du tabac, la place du secteur de la fabrication d'aliments pour animaux apparaîtrait moins importante maintenant qu'en 2004 au Canada. Cela coïncide avec l'augmentation des volumes d'importation d'aliments pour animaux. À l'échelle canadienne, il faut ajouter la fabrication de sucre et de confiseries de même que la mise en conserve de fruits et de légumes, où les volumes seraient en baisse.



CHAPITRE 4

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE

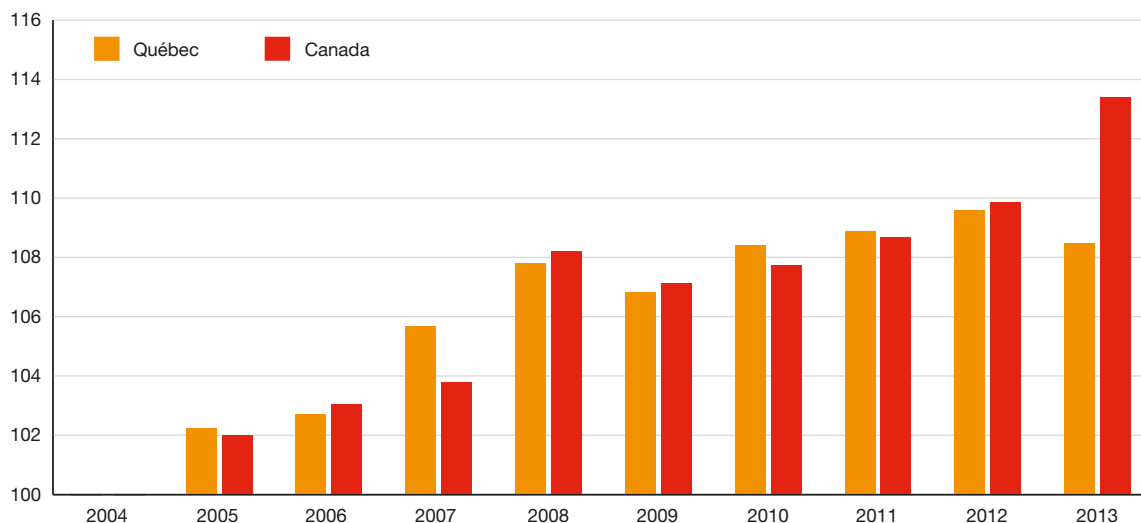
4.1 LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) DU BIOALIMENTAIRE

Le secteur bioalimentaire québécois a subi un ralentissement économique en 2013

En 2013, le produit intérieur brut (PIB) en dollars enchaînés de 2007 pour l'industrie bioalimentaire du Québec¹¹ a diminué de 1 % pour s'établir à 22 G\$. Au Canada, une augmentation importante a été observée, soit une croissance estimée à 3,2 %¹². Cette différence s'explique par l'effet combiné d'une stagnation du PIB agricole et de la décroissance dans le secteur tertiaire (commerce de détail, restauration, etc.) et celui de la transformation au Québec, alors que le portrait est différent au Canada.

Pour l'agriculture québécoise, le PIB de 2013 est demeuré au même niveau que celui de 2012. Au contraire, le PIB de l'agriculture canadienne a semblé connaître une forte croissance en 2013, soit de 13 %. Cette hausse provient principalement de l'augmentation de la production des grandes cultures de plus de 27 %. Une situation semblable est survenue en 2008 alors que la production de céréales et d'oléagineux a augmenté de près de 20 % et que le PIB de l'agriculture canadienne s'est accru de 14 %. La situation est différente pour le secteur tertiaire, l'écart entre les deux régions y étant moins élevé. Au Québec, le PIB a diminué de 0,6 %, alors qu'au Canada il a augmenté de 1,5 %, cette différence provenant du commerce de gros et des magasins d'alimentation. Dans la transformation des aliments et des boissons, le PIB a diminué tant au Québec qu'au Canada, soit de 2,1 % et de 1,0 % respectivement, la décroissance plus élevée au Québec faisant suite à une meilleure performance dans les années précédentes.

FIGURE 18 ÉVOLUTION DU PIB BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC ET DU CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)



Sources : Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, CANSIM 379-0031, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

Comme le montre la figure 18, c'est la seconde fois depuis 2004 que le secteur bioalimentaire québécois voit son PIB diminuer. Cela s'était aussi produit lors de la récession de 2008-2009, où la baisse avait également été de 1 %. En fait, le taux de croissance annuel moyen observé de 2004 à 2013 est de 1,0 % pour une augmentation totale de près de 8,5 %. C'est un peu moins que celui de l'industrie bioalimentaire canadienne, qui a progressé au rythme plus rapide de 13,2 % ou de 1,4 % annuellement. Il faut noter que, sur la période 2004-2012, les taux de croissance du Québec et du Canada étaient identiques, soit de 1,2 %.

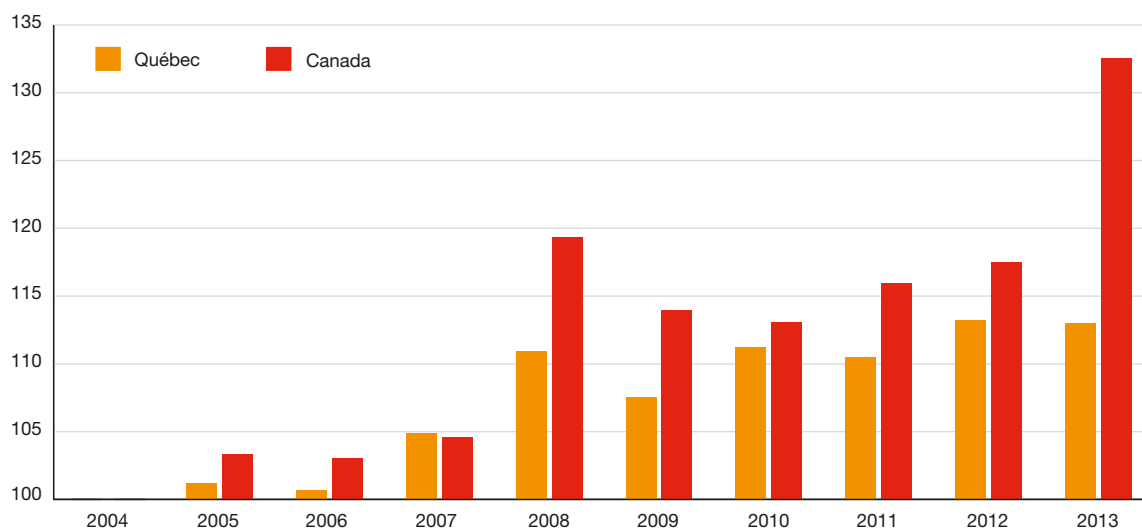
11 L'estimation de 2013 pour le Québec repose sur une analyse des principaux facteurs qui affectent l'évolution du PIB de chacun des maillons de la filière bioalimentaire. Il est à noter que le PIB alimentaire des magasins de marchandises diverses n'est pas comptabilisé.

12 L'estimation de 2013 repose sur les données préliminaires du Canada. Ces données sont souvent modifiées dans les mois et années qui suivent.

Pour bien comprendre la croissance économique du secteur bioalimentaire, l'analyse de l'évolution de chacun de ses maillons est primordiale. L'agriculture, la transformation et le secteur tertiaire sont affectés par des facteurs différents qui impriment des tendances ou des taux de croissance distincts.

Depuis la récession de 2008-2009, le secteur agricole du Québec connaît une lente progression, attribuable aux baisses de 2011 et de 2013. L'agriculture canadienne semble, quant à elle, évoluer par soubresauts, les années 2008 et 2013 étant caractérisées par de fortes croissances de 14 % et de 13 % respectivement. En fait, c'est le secteur agricole, par la montée de 2013, qui a provoqué un écart aussi grand avec le PIB bioalimentaire du Québec en 2013. Autrement, on remarque peu de variations, sauf lors de la récession. Au total, l'augmentation sur l'ensemble de la période est de 33 %, alors qu'au Québec elle est beaucoup moindre, soit 13 %. Il est probable qu'avec les données finales, l'écart sera moins grand. Certains facteurs peuvent, à tout le moins partiellement, expliquer cette différence, comme nous le verrons dans la section portant sur les investissements.

FIGURE 19 ÉVOLUTION DU PIB AGRICOLE DU QUÉBEC ET DU CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)

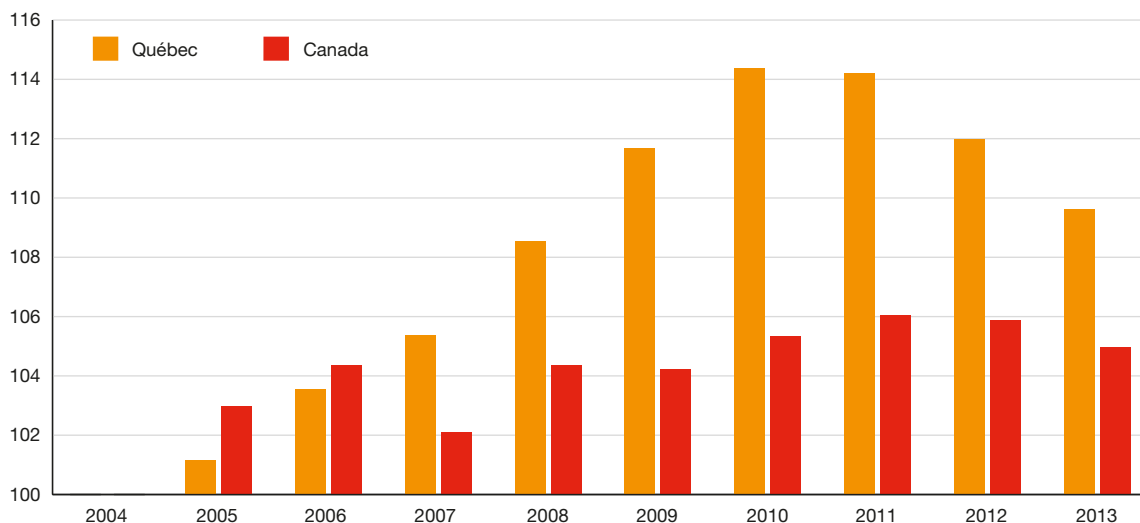


Sources : Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, CANSIM 379-0031, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

La transformation des aliments et des boissons au Québec est le moteur de la croissance des dix dernières années

Le secteur de la transformation des aliments et des boissons a évolué de façon bien différente. De 2004 à 2010, le PIB a augmenté chaque année, le taux de croissance sur 7 ans dépassant 14 %. Les entreprises de transformation bioalimentaire du Québec ont continué d'accroître leurs valeurs ajoutées en dollars constants malgré la récession économique. Toutefois, un ralentissement économique a entraîné des baisses en 2012 et en 2013. Au Canada, les transformateurs d'aliments et de boissons ont aussi éprouvé plus de difficultés au cours des deux dernières années. Cependant, la croissance n'avait pas été aussi élevée auparavant, ce qui a finalement conduit à un taux de croissance de près de 5 % pour la période de 10 ans.

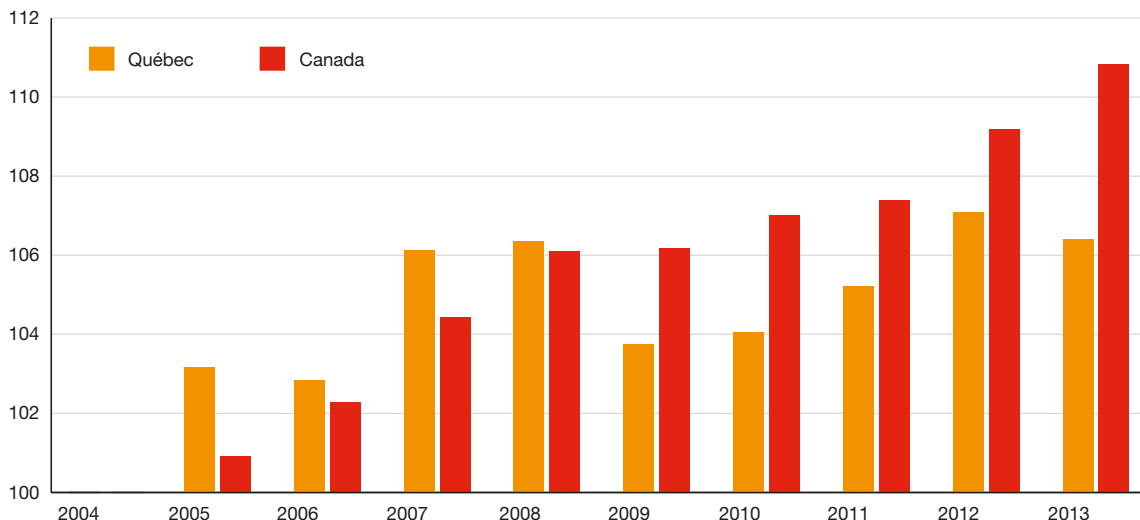
FIGURE 20 ÉVOLUTION DU PIB DE LA TRANSFORMATION AU QUÉBEC ET AU CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)



Sources : Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, CANSIM 379-0031, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

Le secteur tertiaire est celui dont le taux de croissance du PIB a été le plus faible sur la période, soit 0,7 % par an. Cela est de plus inférieur à la croissance du PIB du secteur tertiaire canadien, qui a été de près de 1,2 %. Même si l'écart ne semble pas important, la croissance totale sur les 10 années est respectivement de 6,0 % et de 11,0 %. Comme pour l'agriculture au Québec, elle s'est réalisée principalement entre 2004 et 2008, mais à un rythme inférieur à ceux des secteurs de l'agriculture et de la transformation. La récession a affecté le secteur tertiaire, le PIB de 2013 y étant presque le même que celui de 2008. Au Canada, c'est l'inverse : la croissance s'est poursuivie de 2008 à 2013 avec un taux annuel de 0,9 %.

FIGURE 21 ÉVOLUTION DU PIB DU SECTEUR TERTIAIRE BIOALIMENTAIRE QUÉBEC ET DU CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)



Sources : Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, CANSIM 379-0031, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

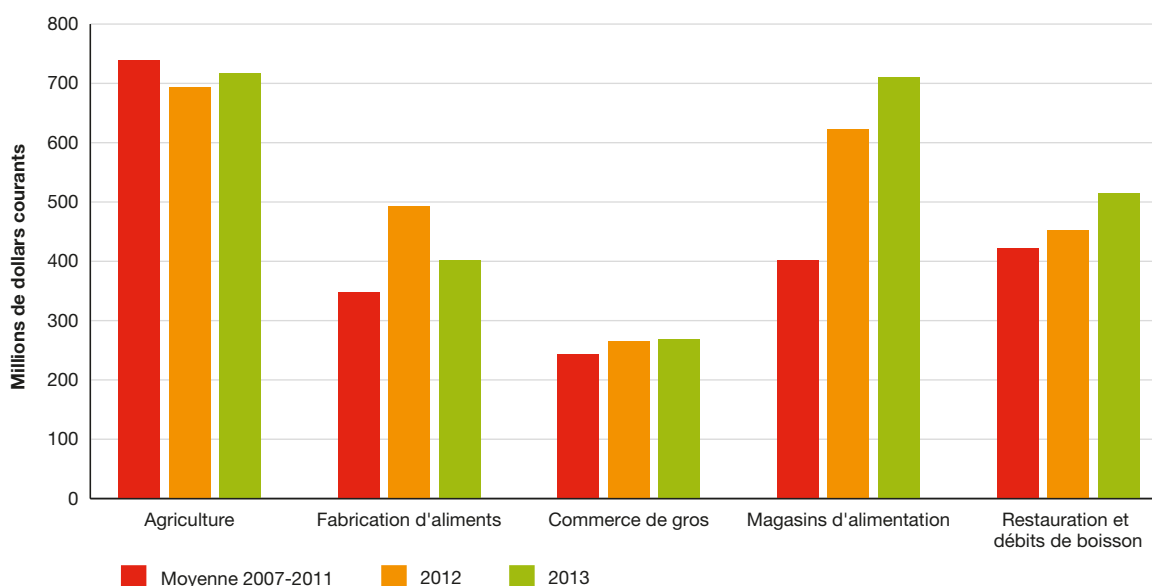
Les résultats observés précédemment montrent que le secteur bioalimentaire québécois a été soutenu par les maillons de l'agriculture et surtout de la transformation. Toutefois, comme le PIB du secteur tertiaire représente plus de 50 % du PIB bioalimentaire, son influence est d'autant importante. D'autre part, la croissance du PIB de l'agriculture du Québec n'a pas été aussi élevée que celle du PIB de l'agriculture canadienne, ce qui a généré de nouveau une croissance relative moindre pour le PIB bioalimentaire. Ces constats ne sont pas surprenants, puisque l'activité bioalimentaire est tributaire d'une reprise économique qui peine à prendre son envol, aussi bien sur les marchés intérieurs que sur les marchés extérieurs.

4.2 INVESTISSEMENTS BIOALIMENTAIRES

Des évolutions parallèles ont été constatées pour les investissements et le PIB

En 2013, les investissements du secteur bioalimentaire québécois ont augmenté de 3,6 % pour s'établir à 2,6 G\$. C'est toutefois moins que la croissance canadienne de 5,3 %. Le secteur tertiaire a poursuivi la hausse amorcée l'an passé avec une augmentation de 11,6 %. Ce sont les ajouts d'investissements de 89 M\$ dans les magasins d'alimentation qui sont principalement responsables de cette croissance. Avec un accroissement de 3,6 %, le secteur agricole revient lentement vers la moyenne des investissements de la période 2007-2011. Le secteur de la transformation se situe, pour sa part, près du niveau moyen des dépenses en immobilisations de la période 2007-2011, avec environ 50 M\$ de plus. Il s'agit toutefois d'une baisse de près de 19 % par rapport au sommet de l'an passé, soit 494 M\$.

FIGURE 22 DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC PAR SECTEUR, DE 2007 À 2013



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

L'analyse de l'évolution des investissements permet de mettre en contexte la croissance économique du secteur bioalimentaire. Dans la comptabilité nationale, le PIB peut être calculé selon la demande en faisant la sommation des dépenses de consommation finale, des investissements en capital fixe, des dépenses publiques courantes, des stocks et des exportations, puis en soustrayant les importations. Les investissements influent ainsi directement sur le PIB. Compte tenu de son impact sur la productivité, l'investissement est par ailleurs considéré comme un moteur de croissance économique dans la littérature sur le sujet. Ainsi, la part qu'il représente dans le PIB et son évolution dans le temps fournissent des bases explicatives des variations du PIB. Comme le PIB est estimé en dollars enchaînés, les investissements seront présentés aussi en dollars enchaînés dans les paragraphes qui suivent, dans les cas où des données sont disponibles.

TABLEAU 16 ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE, QUÉBEC ET CANADA, DE 2004 À 2013 (INDICE 100 : 2004)

SECTEURS	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Québec, agriculture	100	92	93	119	115	104	106	94	94	95
Canada, agriculture	100	96	88	116	115	123	128	122	120	121
Québec, transformation ¹	100	100	115	98	130	124	135	145	179	172
Canada, transformation ¹	100	98	104	103	110	107	134	113	131	160
Québec, secteur tertiaire ²	100	99	84	86	103	94	97	98	120	134
Canada, secteur tertiaire ²	100	88	87	90	94	92	97	105	113	118

¹ Seul le secteur de la transformation des aliments est pris en compte.

² Les indices proviennent des investissements en dollars enchaînés, sauf pour le secteur tertiaire, où ils sont en dollars courants.

Sources : Statistique Canada, Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, CANSIM 379-0031, Institut de la statistique du Québec et compilation du MAPAQ.

En agriculture, investissements et PIB semblent reliés. De 2004 à 2013, les investissements en dollars enchaînés ont diminué de 0,6 % par année au Québec, alors qu'ils ont augmenté de plus de 2,1 % au Canada. Le renouvellement du capital se réalise alors plus lentement au Québec, ce qui ne favorise pas une croissance économique agricole au Québec aussi élevée qu'au Canada.

Dans la fabrication des aliments et des boissons, la meilleure croissance économique québécoise est aussi en concordance avec l'évolution des investissements en dollars enchaînés. Ces derniers ont crû plus rapidement au Québec, soit de 6,2 %, qu'au Canada, où le taux est de 5,3 %. Il faut dire qu'en 2004, le taux de renouvellement du stock de capital ainsi que le pourcentage des investissements dans le PIB étaient moins élevés au Québec. Les entreprises québécoises de transformation d'aliments ont, surtout depuis 2008, réinvesti davantage pour reprendre le retard accumulé et même parfois prendre de l'avance.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, plusieurs données sont manquantes, notamment pour les investissements en dollars enchaînés au Québec. Avec les dépenses en immobilisations exprimées en dollars courants, il ne semble pas exister de corrélation entre les investissements et le PIB. De 2008 à 2013, soit au cours de la période où s'est creusé l'écart de croissance du PIB entre le Québec et le Canada, le secteur tertiaire canadien a accru ses investissements de 24 %, ce qui a soutenu la croissance. Au Québec, les investissements ont augmenté de 30 %, mais le PIB n'a pas connu de hausse. Il est probable que les effets sur la croissance sont retardés par les conditions économiques générales. Les prochaines publications relatives au PIB par industrie en diront davantage sur le sujet.

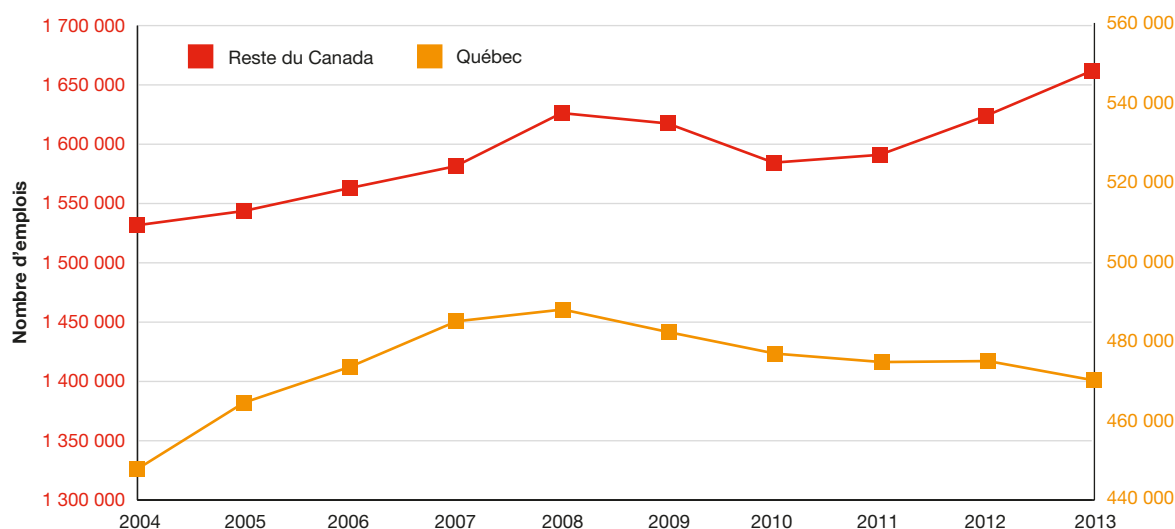
4.3 EMPLOI

L'emploi dans l'industrie bioalimentaire québécoise a été affectée par la crise économique

Dans un contexte de faible reprise économique, l'industrie bioalimentaire québécoise a perdu 1,0 % de ses emplois en 2013, le nombre de ceux-ci se situant à 470 083. L'emploi total dans l'ensemble de l'économie a, quant à lui, légèrement augmenté de 1,2 %. En fait, c'est depuis la crise économique que le secteur bioalimentaire a commencé à perdre des emplois. De 2004 à 2008, l'industrie profitait plutôt d'une croissance continue de l'emploi de 2,2 % en moyenne annuellement.

Au même chapitre, ailleurs au pays, l'industrie bioalimentaire a montré une croissance de 2,3 % en 2013.

FIGURE 23 ÉVOLUTION DE L'EMPLOI BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013



Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

Au Québec, le marché de l'emploi dans le domaine de l'agriculture¹³ a accusé une baisse de 4 % en 2013 (2 250 emplois), ce qui porte le nombre d'emplois à 54 533. Dans le secteur des pêches, l'emploi a reculé de 2,9 % (- 104 emplois) pour atteindre un total de 3 499 emplois. À titre de comparaison, mentionnons que le nombre d'emplois en agriculture a davantage régressé en Ontario (-7,9 %), où 7 475 emplois ont été perdus.

Dans le secteur de la transformation alimentaire, c'est la première fois depuis la crise économique que des pertes sont enregistrées (-3,6 %; -2 273 emplois), ce qui porte le nombre à 61 281 emplois. En effet, de 2008 à 2012, ce secteur a créé plus de 1 000 emplois malgré la crise et l'incertitude économique. Par rapport au secteur manufacturier québécois, qui a perdu -2,9 % de ses emplois en 2013, il s'agit d'une baisse un peu plus marquée.

Par contre, l'emploi a progressé dans certains sous-secteurs, à savoir :

- la fabrication de sucre et de confiseries (+ 11,6 %; + 335 emplois);
- la mise en conserve de fruits et de légumes et la fabrication de spécialités alimentaires (+ 5 %; + 209 emplois);
- la fabrication d'aliments pour animaux (+ 0,9 %; + 24 emplois);
- la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer (+ 0,6 %; + 11 emplois).

13 Les données concernant l'agriculture ont une marge d'erreur élevée.

Toutefois, cinq sous-secteurs ont accusé des pertes en 2013 :

- la fabrication de produits de viande (-9,7 %; - 1 586 emplois);
- la fabrication de produits laitiers (-6,8 %; - 654 emplois);
- la fabrication de boissons et de produits du tabac (-6,5 %; - 489 emplois);
- la mouture de grains céréaliers et de graines oléagineuses (-5 %; - 49 emplois);
- la boulangerie et la fabrication de tortillas (-0,6 %; - 71 emplois).

Du côté de l'Ontario, l'emploi dans la transformation alimentaire montre une faible croissance de 0,7 %, tandis que, dans le reste du Canada, l'industrie a accusé un recul de 2,0 % en 2013.

Le secteur des services de restauration et des débits de boissons a été une source de création d'emplois

En ce qui concerne le secteur des services, le nombre d'emplois chez les grossistes alimentaires au Québec a peu évolué (-0,4 %; - 102 emplois) pour s'établir à 27 600. Dans les magasins d'alimentation, 1 976 emplois ont été perdus. Il s'agit d'une baisse de 1,6 % qui porte le total à 122 984 emplois. En Ontario, l'emploi a progressé de 1,9 %, tandis qu'il a reculé de 4,0 % dans le reste du Canada. Dans la restauration et les débits de boissons, le nombre d'emplois a augmenté de 0,9 %, 1 833 emplois ayant été créés, ce qui a permis d'atteindre 200 186 emplois. L'Ontario (+3,9 %) et le reste du Canada (+4,7 %) ont également enregistré des gains à ce chapitre.

Au cours des dix dernières années, quelques secteurs ont contribué à la création d'emplois dans l'industrie bioalimentaire. L'agriculture a créé plus de 3 400 emplois, le secteur de la fabrication de produits laitiers, plus de 900 et les magasins d'alimentation, près de 1 900. Toutefois, c'est dans la restauration à service complet et à service restreint que la hausse est la plus considérable avec près de 32 290 emplois de plus. Au final, le marché de l'emploi dans l'industrie bioalimentaire a fait des gains de plus de 22 260 emplois depuis dix ans.

Cependant, depuis 2008, la situation est plus précaire et concorde avec la faible croissance du PIB. En agriculture, la stagnation économique a entraîné des pertes d'environ 6 475 emplois. Il en a été de même dans le secteur tertiaire pour une baisse de 9 700 emplois. La diminution est attribuable aux magasins d'alimentation, où le nombre d'emplois a chuté d'environ 17 000. Les gains de près de 7 900 emplois dans la restauration et les débits de boissons ont atténué cette baisse.

TABLEAU 17 ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS LES SECTEURS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, DE 2004 À 2013

SECTEURS	2004	2008	2012	2013	2013-2004	2013-2008	2013-2012
Agriculture, pêches et aquaculture	55 127	64 708	60 386	58 032	2 905	- 6 676	- 2 354
Transformation	71 020	62 540	63 554	61 281	- 9 739	- 1 259	- 2 273
Secteur tertiaire	321 674	360 677	351 015	350 770	29 096	- 9 907	- 245
Grossistes-distributeurs	29 913	28 323	27 702	27 600	- 2 313	- 723	- 102
Magasins d'alimentation	121 122	140 040	124 960	122 984	1 862	- 17 056	- 1 976
Restaurants et débits de boissons	170 639	192 313	198 353	200 186	29 547	7 873	1 833
Total, bioalimentaire	447 822	487 925	474 955	470 083	22 262	- 17 841	- 4 872

Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.
Note : Les données concernant l'agriculture ont une marge d'erreur élevée

En bout de ligne :

- La croissance plus faible du PIB bioalimentaire québécois par rapport à celui du Canada s'explique par un contexte économique un peu plus morose au Québec et par son incidence sur l'investissement et la création d'emplois. La récession de 2008-2009 apparaît comme un facteur déterminant qui a ralenti ou même freiné l'essor de l'industrie amorcé en 2004. L'autre année plus difficile pour l'ensemble de l'industrie bioalimentaire québécoise demeure 2013.
- Trois principaux facteurs expliquent cette tendance :
 - La demande alimentaire augmente moins rapidement au Québec, ce qui reflète en partie la population, qui s'accroît à un rythme inférieur à celui de la population du reste du Canada.
 - Non seulement les entreprises de transformation subissent les répercussions de l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain et à plusieurs autres monnaies, mais elles ont également été affectées par cette demande intérieure.
 - Finalement, l'agriculture a été rattrapée par ce contexte général, ce qui fait que son PIB et ses recettes monétaires augmentent moins rapidement au Québec qu'au Canada.
- L'année 2014 peut être envisagée avec un certain optimisme. La meilleure croissance économique anticipée pour le Québec, la baisse des taux de change, notamment par rapport aux États-Unis, et les investissements importants des dernières années dans le secteur bioalimentaire devraient favoriser une croissance.



ANNEXES

ANNEXE 1

TABLEAU 18 PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, 2012 ET 2013

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE (000 000 \$)	2012	2013	VARIATION
Agriculture et pêches	3 771	3 765	-0,2 %
Fabrication d'aliments, boissons et tabac	6 992	6 845	-2,1 %
Commerce de gros	3 456	3 359	-2,8 %
Magasins d'alimentation	3 269	3 208	-1,9 %
Services de restauration et boissons	4 703	4 788	1,8 %
Secteur bioalimentaire	22 191	21 965	-1,0 %
Industries manufacturières	43 412	42 378	-2,4 %
Ensemble de l'économie	303 473	307 154	1,2 %

EMPLOIS	2012	2013	VARIATION
Pêches	3 603	3 499	-2,9 %
Agriculture	56 800	54 533	-4,0 %
Transformation des aliments, boissons et tabac	63 565	61 281	-3,6 %
Commerce de gros	27 704	27 600	-0,4 %
Commerce de détail	124 960	122 984	-1,6 %
Restauration	198 324	200 186	0,9 %
Total, bioalimentaire	475 189	470 083	-1,1 %
Ensemble de l'économie	3 984 400	4 031 100	1,2 %

IMMOBILISATIONS (000 000 \$)	2012	2013	VARIATION
Agriculture et pêches	692,7	717,3	3,6 %
Aliments	494,1	401,8	-18,7 %
Magasins d'alimentation	622,6	711,2	14,2 %
Commerce de gros	266,3	269,4	1,2 %
Restauration	451,7	514,9	14,0 %
Total, immobilisations bioalimentaires	2 531,0	2 621,1	3,6 %
Ensemble de l'économie	69 147,3	67 207,0	-2,8 %

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (000 000 \$)	2012	2013	VARIATION
Recettes monétaires agricoles totales	8 348,9	8 216,6	-1,6 %
Ventes manufacturières des aliments	19 217,4	18 895,7	-1,7 %
Ventes manufacturières des boissons et du tabac	3 777,1	3 807,3	0,8 %
Demande alimentaire intérieure	37 090,0	37 836,2	2,0 %
Ventes des aliments au détail	24 262,0	24 586,0	1,3 %
Ventes des services alimentaires	12 828,0	13 250,2	3,3 %
Exportations de produits agricoles, alimentaires et marins	6 147,2	5 978,7	-2,7 %
Importations	5 376,5	5 632,5	4,8 %

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (2002 : 100)	2012	2013	VARIATION
Aliments	132,4	133,8	1,0 %
Aliments achetés en magasin	132,7	133,4	0,5 %
Aliments achetés au restaurant	131,5	134,4	2,2 %
Ensemble des biens et services	120,8	121,7	0,7 %

AUTRES	2012	2013	VARIATION
Revenu agricole net comptant (M\$)	2 128,5	2 039,5	-4,2 %
Revenu agricole net réalisé (M\$)	1 307,4	1 191,9	-8,8 %
Revenu net total des exploitations agricoles (M\$)	1 312,7	1 254,7	-4,4 %
Population totale ('000)	8 084,1	8 155,3	0,9 %
Population active ('000)	4 320,3	4 365,1	1,0 %
Taux de chômage (%)	7,80	7,60	-2,6 %
Taux d'emploi (%)	60,00	60,30	0,5 %
Taux de change (\$ CA/\$ US)	100,04	97,10	-2,9 %
Taux officiel d'escompte (%)	1,25	1,25	0,0 %

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et MAPAQ.

ANNEXE 2

TABLEAU 19 RECETTES, DÉPENSES ET REVENUS NETS AGRICOLES AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AU CANADA, DE 2011 À 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

QUÉBEC	2011	2012	2013	VARIATION 2012/2011	VARIATION 2013/2012
Cultures, total	2 421,0	2 648,8	2 638,7	9,4 %	-0,4 %
Bétail, total	4 890,2	4 930,8	5 090,1	0,8 %	3,2 %
Recettes monétaires de marché	7 311,2	7 579,6	7 728,8	3,7 %	2,0 %
Paiements directs	655,5	769,3	487,8	17,4 %	-36,6 %
RECETTES MONÉTAIRES (total)	7 966,8	8 348,9	8 216,6	4,8 %	-1,6 %
Moins les dépenses d'exploitation après remises	6 024,3	6 220,4	6 177,1	3,3 %	-0,7 %
REVENU NET COMPTANT	1 942,5	2 128,5	2 039,5	9,6 %	-4,2 %
Plus le revenu en nature	11,6	12,0	n.d.	3,3 %	n.d.
Moins les frais d'amortissement	804,4	833,1	n.d.	3,6 %	n.d.
REVENU NET RÉALISÉ	1 149,7	1 307,4	1 191,9	13,7 %	-8,8 %
Plus la valeur de la variation des stocks	-9,2	5,3	62,8	s.o.	s.o.
REVENU NET TOTAL	1 140,5	1 312,7	1 254,7	15,1 %	-4,4 %

ONTARIO	2011	2012	2013	VARIATION 2012/2011	VARIATION 2013/2012
Cultures, total	5 507,4	6 700,3	6 226,8	21,7 %	-7,1 %
Bétail, total	5 243,6	5 301,8	5 475,9	1,1 %	3,3 %
Recettes monétaires de marché	10 751,0	12 002,1	11 702,7	11,6 %	-2,5 %
Paiements directs	282,5	308,8	328,7	9,3 %	6,4 %
RECETTES MONÉTAIRES (total)	11 033,6	12 310,9	12 031,4	11,6 %	-2,3 %
Moins les dépenses d'exploitation après remises	8 868,9	9 319,5	9 406,0	5,1 %	0,9 %
REVENU NET COMPTANT	2 164,7	2 991,4	2 625,4	38,2 %	-12,2 %
Plus le revenu en nature	9,6	9,4	n.d.	-2,1 %	n.d.
Moins les frais d'amortissement	1 285,4	1 348,8	n.d.	4,9 %	n.d.
REVENU NET RÉALISÉ	888,9	1 652,0	1 242,2	85,8 %	-24,8 %
Plus la valeur de la variation des stocks	351,2	-180,3	162,5	s.o.	s.o.
REVENU NET TOTAL	1 240,1	1 471,6	1 404,7	18,7 %	-4,5 %

CANADA	2011	2012	2013	VARIATION 2012/2011	VARIATION 2013/2012
Cultures, total	25 837,7	29 878,4	29 832,3	15,6 %	-0,2 %
Bétail, total	20 297,1	20 868,5	21 583,2	2,8 %	3,4 %
Recettes monétaires de marché	46 134,9	50 746,9	51 415,6	10,0 %	1,3 %
Paiements directs	3 476,9	3 442,4	2 580,4	-1,0 %	-25,0 %
RECETTES MONÉTAIRES (total)	49 611,8	54 189,3	53 996,0	9,2 %	-0,4 %
Moins les dépenses d'exploitation après remises	38 265,4	40 841,3	40 764,5	6,7 %	-0,2 %
REVENU NET COMPTANT	11 346,4	13 348,0	13 231,5	17,6 %	-0,9 %
Plus le revenu en nature	45,2	45,3	n.d.	0,2 %	n.d.
Moins les frais d'amortissement	5 870,6	6 120,5	n.d.	4,3 %	n.d.
REVENU NET RÉALISÉ	5 521,0	7 272,7	6 968,0	31,7 %	-4,2 %
Plus la valeur de la variation des stocks	518,3	-150,1	5 071,3	s.o.	s.o.
REVENU NET TOTAL	6 039,2	7 122,6	12 039,3	17,9 %	69,0 %

Sources : Statistique Canada, Revenu agricole net - no 21-010 (février 2014) et Agriculture et Agroalimentaire Canada, estimation pour 2013 (février 2014).

ANNEXE 3

TABLEAU 20 VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC, 2012 ET 2013 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

CODE SCIAN	SECTEUR	2012	2013	2013/2012
311	Fabrication d'aliments	19 829 805	19 522 248	-1,6 %
311	Fabrication d'aliments	19 217 400	18 895 653	-1,7 %
31111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 153 932	2 113 007	-1,9 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	727 826	761 306	4,6 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 195 356	1 219 263	2,0 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	1 377 929	1 309 033	-5,0 %
3115	Fabrication de produits laitiers	4 788 419	4 711 804	-1,6 %
31161	Abattage et transformation d'animaux	4 671 249	4 563 810	-2,3 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	409 592	383 378	-6,4 %
3118	Boulangerie et fabrication de tortillas	1 987 076	1 941 373	-2,3 %
3119	Fabrication d'autres aliments	1 906 021	1 892 679	-0,7 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	3 777 061	3 807 277	0,8 %
	GRAND TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	22 994 461	22 702 930	-1,3 %

Sources : Statistique Canada et compilation du MAPAQ.

ANNEXE 4

TABLEAU 21 EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2012 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	VALEUR EN 2012	VALEUR EN 2013	VARIATION 2013/2012	PARTS EN 2013
Viande porcine	1 402,3	1 356,4	- 3,3 %	22,7 %
Cacao et produits	545,8	637,8	16,9 %	10,7 %
Fruits et légumes et préparations	516,1	569,3	10,3 %	9,5 %
Oléagineux non transformés	949,7	482,4	- 49,2 %	8,1 %
Préparations alimentaires diverses	403,6	472,8	17,1 %	7,9 %
Sirop et sucre d'érable	234,5	268,4	14,4 %	4,5 %
Viande de volaille	195,6	234,4	19,8 %	3,9 %
Boissons	157,0	233,6	48,8 %	3,9 %
Produits marins	256,6	233,6	- 9,0 %	3,9 %
Préparations à base de céréales et farines	191,9	218,8	14,0 %	3,7 %
Produits du sucre	159,4	161,7	1,4 %	2,7 %
Aliments pour animaux	157,3	156,8	- 0,3 %	2,6 %
Céréales non transformées	48,0	140,1	192,2 %	2,3 %
Animaux vivants	105,5	134,1	27,0 %	2,2 %
Graisses, huiles et produits	269,4	125,0	- 53,6 %	2,1 %
Autres produits d'origine bioalimentaire	100,9	120,1	19,1 %	2,0 %
Produits laitiers	78,0	95,5	22,6 %	1,6 %
Café, thé et produits	115,5	91,1	- 21,1 %	1,5 %
Viande bovine	94,7	78,9	- 16,6 %	1,3 %
Produits de minoterie	58,9	72,3	22,8 %	1,2 %
Autres viandes	79,4	66,3	- 16,4 %	1,1 %
Produits de pépinière	27,3	29,2	7,1 %	0,5 %
Total, bioalimentaire	6 147	5 979	- 2,7 %	100,0 %

ANNEXE 5

TABLEAU 22 IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2012 ET 2013 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	VALEUR EN 2012	VALEUR EN 2013	VARIATION 2013/2012	PARTS EN 2013
Boissons, liquides alcoolisés et vinaigres	1 278,2	1 396,0	9,2 %	24,8 %
Fruits, légumes et préparations	1 132,3	1 170,0	3,3 %	20,8 %
Cacao et préparations	463,2	532,7	15,0 %	9,5 %
Produits marins	418,6	426,3	1,9 %	7,6 %
Sucre et sucreries	355,5	311,0	- 12,5 %	5,5 %
Préparations à base de céréales et farines	268,6	308,5	14,8 %	5,5 %
Café, thé, maté et épices	239,6	228,7	- 4,5 %	4,1 %
Résidus alimentaires et aliments pour animaux	243,6	226,1	- 7,2 %	4,0 %
Viandes, abats et préparations de viande	112,0	103,6	- 7,5 %	1,8 %
Produits laitiers, œufs et miel	193,0	196,4	1,7 %	3,5 %
Préparations alimentaires diverses	127,0	134,1	5,6 %	2,4 %
Graisses, huiles et produits	92,8	90,6	- 2,5 %	1,6 %
Graines et fruits oléagineux	69,0	85,2	23,5 %	1,5 %
Céréales	47,1	59,6	26,6 %	1,1 %
Plantes vivantes et produits de la floriculture	52,0	55,2	6,2 %	1,0 %
Animaux vivants	35,8	37,2	4,0 %	0,7 %
Produits de minoterie	31,5	26,3	- 16,6 %	0,5 %
Autres produits d'origine bioalimentaire	216,5	245,0	13,2 %	4,3 %
TOTAL	5 376	5 632	4,8 %	100,0 %

RÉALISATION

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Sous-ministériat des politiques agroalimentaires

COORDINATION

Direction des études et des perspectives économiques

Hélène Boivin, directrice
Félicien Hitayezu
Carol Gilbert

RECHERCHE ET RÉDACTION

Yvon Boudreau
Jornette Christelle Dangbédji
Carol Gilbert
Jean-José Grand
Félicien Hitayezu
Karim Kesri
Stéphane Lacharité
Josée Robitaille
Yvon St-Amour
Ricardo Vargas

AUTRE COLLABORATION

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales
Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales

SOUTIEN TECHNIQUE

Gaétane Côté
Danielle Gagné

RÉVISION LINGUISTIQUE

Direction des communications

CONCEPTION GRAPHIQUE

Direction des communications

PHOTOGRAPHIES

Éric Labonté
Direction des communications

© **Gouvernement du Québec**

Dépôt légal : 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-70395-2 (imprimé)
ISBN 978-2-550-70396-9 (PDF)

